

MONITORING 2024



Résultats de la dixième enquête en ligne concernant l'année 2024

Lausanne / Berne, juillet 2026

* **SANTÉ SEXUELLE**
SEXUELLE GESUNDHEIT
SALUTE SESSUALE
SUISSE SCHWEIZ SVIZZERA



**SANTÉ SEXUELLE SUISSE remercie tous
les centres et services spécialisés qui ont participé
à l'enquête en ligne relative au monitoring de
la santé sexuelle en Suisse en 2024.**

Lausanne / Berne, juillet 2026

Sommaire

1	Introduction au monitoring	5
1.1	Le rôle de SANTÉ SEXUELLE SUISSE	5
1.2	Buts du monitoring	5
1.3	Méthodologie	6
1.3.1	Dossiers et conseils	8
2	Synthèse des résultats	9
2.1	Centres de consultation en matière de grossesse selon la loi fédérale SR 857.5	9
2.2	Contraception	9
2.3	Infections sexuellement transmissibles	10
2.4	Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire et extrascolaire	10
2.5	Excision (E/MGF)	11
3	Centres de consultation invités à participer à l'enquête	12
3.1	Centres de consultation en matière de grossesse reconnus	12
3.2	Autres services intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle	13
3.2.1	Autres services dans le domaine de l'éducation sexuelle et des IST	13
3.2.2	Autres centres dans le domaine de la grossesse et du conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal	13
3.2.3	Autres centres dans le domaine E/MGF	13
4	Domaine Grossesse	15
4.1	Conseil en matière de grossesse	15
4.1.1	Conseil psychosocial lors de grossesse et après l'accouchement	15
4.1.2	Conseil psychosocial aux adolescentes enceintes de moins de 16 ans	16
4.1.3	Conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal	16
4.2	Interruption de grossesse	17
4.3	Traitement en cas d'interruption de grossesse incomplète	17
4.4	Accouchement confidentiel	18
5	Domaine « Contraception / Contraception d'urgence »	21
5.1	Conseil dans le domaine de la prévention des grossesses	21
5.1.1	Conseil en contraception	21
5.1.2	Conseil en contraception testiculaire alternative	22
5.1.3	Moyens de contraception	23
5.2	Accès à la contraception d'urgence	25

6	Domaine « Infections sexuellement transmissibles (IST) »	28
6.1	Dépistage des infections sexuellement transmissibles	28
6.2	Traitement des infections sexuellement transmissibles	31
7	Domaine « Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle »	33
7.1	Éducation sexuelle en milieu scolaire	33
7.1.1	Offre de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire	33
7.1.2	Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire	34
7.1.3	Lieux d'intervention concernant l'éducation sexuelle en milieu scolaire	35
7.1.4	Thèmes prioritaires d'éducation sexuelle abordés en milieu scolaire	35
7.1.5	Approche par les pairs en milieu scolaire	37
7.2	Formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire (de 15 ans aux seniors)	37
7.2.1	Offre de prestations d'éducation sexuelle et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire	37
7.2.2	Nombre de centres prestataires en milieu extrascolaire par cadre d'intervention (setting)	37
7.2.3	Thèmes prioritaires abordés dans les interventions d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire	38
7.2.4	Approche par les pairs en milieu extrascolaire	40
7.3	Conseil spécialisé	41
7.3.1	Conseil spécialisé au personnel enseignant	41
7.3.2	Conseil spécialisé aux parents	41
8	Excision (Excision / Mutilations génitales féminines, E/MGF)	43
8.1	Conseil spécialisé	43
9	Commentaire final par SANTÉ SEXUELLE SUISSE	45
	Annexe	46
	Impressum	48

1 Introduction au monitoring

1.1 Le rôle de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

SANTÉ SEXUELLE SUISSE (ci-après SSCH) est l'organisation faîtière des centres de conseil, des services d'éducation sexuelle, des organisations professionnelles et des spécialistes du domaine de la santé sexuelle et de l'éducation sexuelle en Suisse. Elle est partenaire de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) pour la mise en œuvre du programme national « Stop au VIH, aux virus des hépatites B et C et aux infections sexuellement transmissibles » (NAPS) en 2024 ainsi que de la loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse RS 857.5 et son ordonnance d'application.¹ SSCH s'engage au niveau national et international pour une éducation sexuelle holistique et pour la promotion et le respect des droits sexuels. Elle est membre accrédité de l'International Planned Parenthood Federation (IPPF).

SSCH s'engage pour l'accès de toute personne vivant en Suisse à des prestations de santé sexuelle. Elle promeut la qualité de ces prestations et soutient ses membres dans l'exercice de leur mandat.

1.2 Buts du monitoring

Le monitoring vise à fournir des informations quantitatives relatives à des domaines spécifiques de la santé sexuelle et à donner ainsi une plus grande visibilité aux prestations dispensées par les organisations membres.

- * Il documente une partie des prestations et des domaines d'activité des centres de consultation en matière de grossesse reconnus par la loi fédérale ainsi que d'autres centres spécialisés.
- * Il renseigne sur les prestations du domaine de l'éducation sexuelle en milieu scolaire et extrascolaire dispensées par les centres et services spécialisés en santé sexuelle.
- * Il sert à l'élaboration des rapports que SSCH est tenue de livrer régulièrement aux organisations nationales et internationales desquelles elle est mandataire ou partenaire.

Ce rapport présente l'évaluation des données de l'année 2024 et constitue ainsi le dixième monitoring publié par SSCH.² Les chiffres comparatifs des années précédentes sont présentés entre crochets [xxx].³

- ¹ Loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse RS 857.5 du 9 octobre 1981. Ordonnance 857.51 du 12 décembre 1983.
- ² Tous les rapports « Monitoring de la santé sexuelle en Suisse » sont disponibles sur : [Monitoring des centres de santé sexuelle | Santé Sexuelle Suisse \(sante-sexuelle.ch\)](https://www.sante-sexuelle.ch)
- ³ Lorsque les données sont significatives et remontent suffisamment loin, des valeurs comparatives sont indiquées jusqu'en 2021 inclus. Pour faciliter la lecture, nous avons renoncé à indiquer plus de trois années de comparaison entre crochets dans le texte. Certains diagrammes illustrant des tendances remontent au-delà de l'année 2021.

1.3 Méthodologie

L'enquête a été réalisée au moyen de l'outil de sondage Kobo Toolbox. L'outil informatique a été mis à disposition du 30 octobre 2025 au 27 novembre 2025 pour la saisie des données de l'année 2024.⁴ L'évaluation des données a eu lieu au cours du premier semestre 2026. Le monitoring est conduit une fois par année.

⁴ Pour quelques exceptions jusqu'au 5 janvier 2026.

Ont été invités à participer au monitoring 2024 :

75 centres de consultation en matière de grossesse reconnus par les cantons (selon la loi fédérale RS 857.5) pour les domaines suivants :

- * Grossesse
- * Contraception, contraception d'urgence
- * Infections sexuellement transmissibles (IST)
- * Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle
- * Excision (E/MGF mutilations génitales féminines)

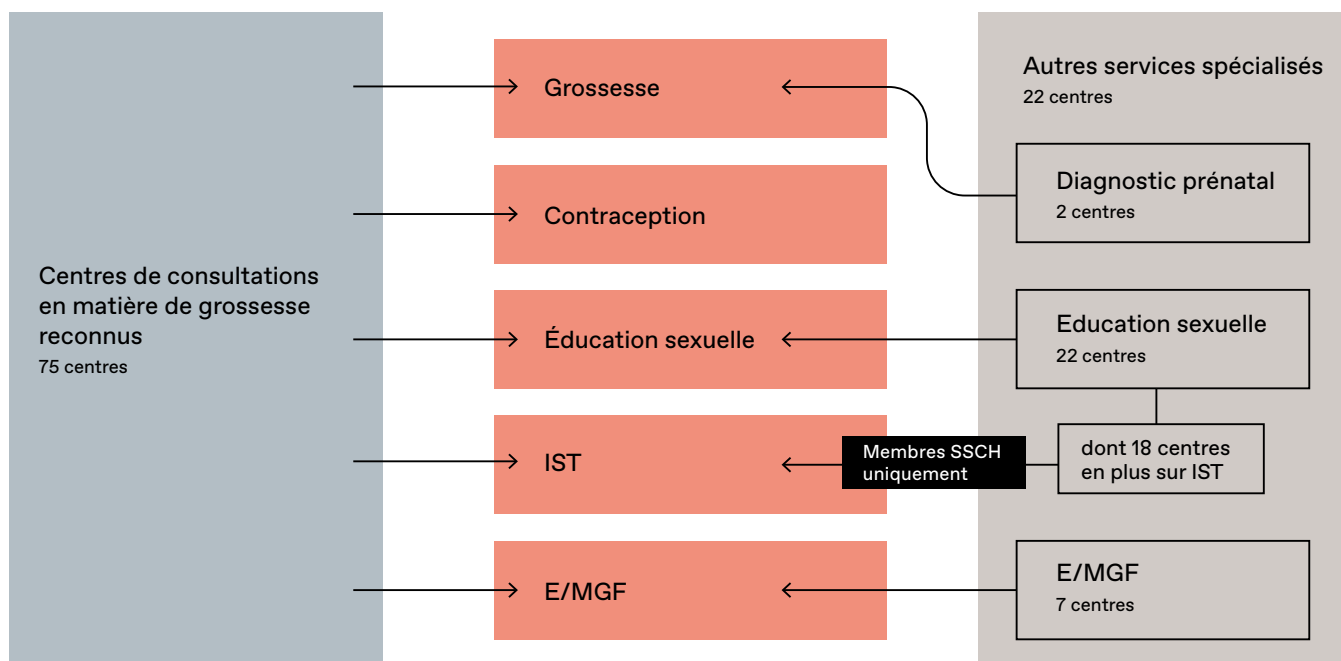
31 autres services spécialisés, intégrés au répertoire des centres de consultation pour les domaines suivants :

- * Grossesse et conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal (2 centres)
- * Infections sexuellement transmissibles (18 centres)
- * Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle (22 centres)
- * E/MGF (7 centres)

Exemple de lecture

En 2024, 75 centres de consultations en matière de grossesse reconnus et 7 autres centres spécialisés ont reçu les questions relatives au domaine E/MGF.

III. 1 : Aperçu des centres et services invités à participer au monitoring 2024 (n=106)



Les données ont été regroupées et assemblées pour donner une image de l'ensemble de la Suisse, ainsi que des régions linguistiques (Suisse allemande et latine).

L'enquête menée dans le cadre du monitoring de la santé sexuelle en Suisse ne recouvre pas l'ensemble des questions traitées par les centres de consultation en matière de grossesse et ne reflète ainsi pas l'intégralité de l'offre de prestations.⁵ Le monitoring prend en compte les domaines et prestations relevant de la loi fédérale ou de mandats, ainsi que les prestations requises pour l'établissement des rapports destinés aux importantes organisations partenaires nationales et internationales. Pour ce qui concerne le domaine de l'éducation sexuelle, d'autres services spécialisés du répertoire des centres⁶, en plus des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, ont été invités à participer à l'enquête (III. 1). En ce qui concerne le domaine des IST, l'enquête a été menée dans les autres services spécialisés qui sont membres de SSCH.

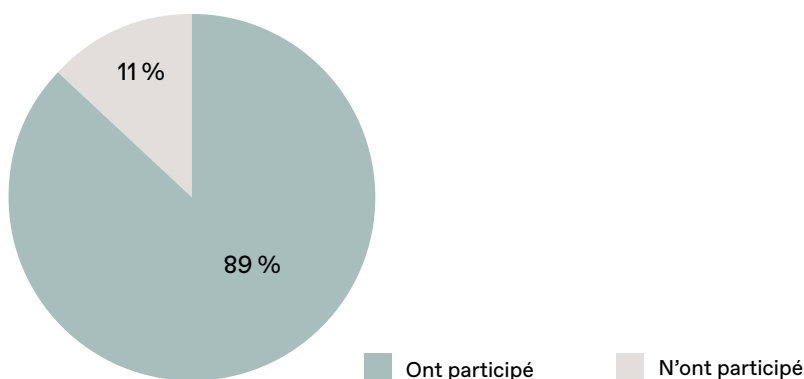
Pour la deuxième fois, des données ont été collectées sur le thème E/MGF. Outre les centres de consultation en matière de grossesse reconnus, sept centres régionaux contre l'excision (E/MGF) ont été questionnés sur ce thème.

L'illustration 2 présente en pourcent le taux de réponse des centres et services invités à participer à l'enquête en ligne et l'illustration 3 présente en pourcent le taux de réponse des centres dans les différents domaines thématiques concernés.

5 Selon les mandats attribués par les cantons, les centres de consultation en matière de grossesse proposent encore d'autres prestations que le conseil en matière de grossesse défini par la loi fédérale RS 857.5. Exemples : conseil en sexualité, sexologie, désir d'enfant inassouvi, stérilité, prévention des violences sexualisées etc.

6 Répertoire des centres de santé sexuelle en Suisse : <https://www.sante-sexuelle.ch/centres-de-conseil>

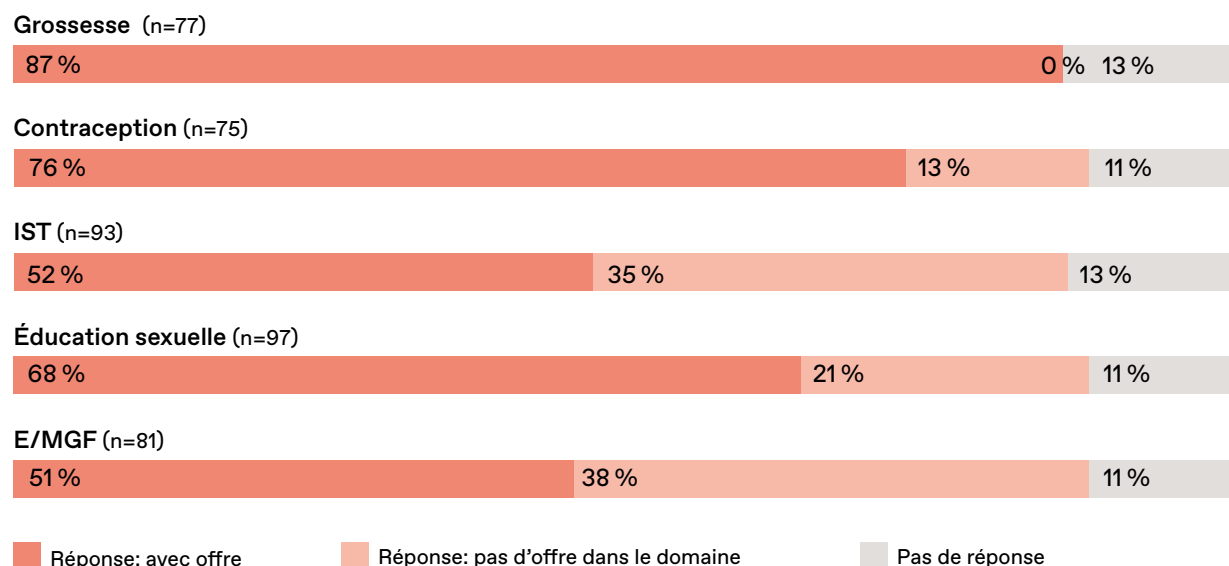
III. 2 : Taux de réponse en pourcent de tous les centres et services invités, 2024 (n=106)



Exemple de lecture

89 % des 106 centres et services invités à participer au monitoring 2024 ont rempli le questionnaire en ligne.

III. 3 : Pourcentage de réponses des centres et services invités, par domaine d'activité, 2024



1.3.1 Dossiers et conseils

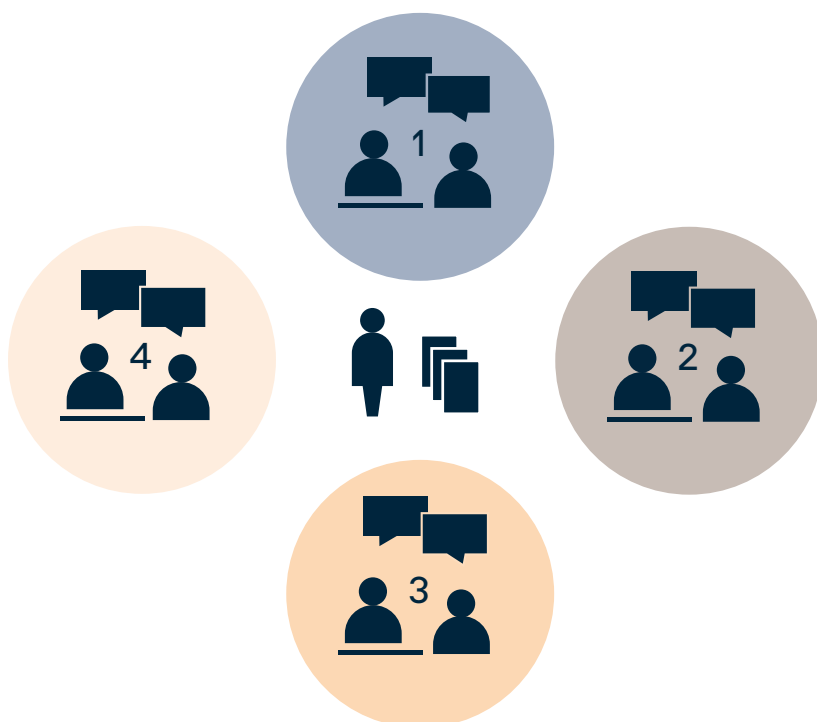
Dans les groupes de données, où des indications sur les consultations et sur le nombre de personnes directement concernées (=dossiers) ont été fournies, un ratio moyen entre ces deux variables a été calculé. Ce ratio indique combien de consultations ont été effectuées en moyenne pour une personne directement concernée (X consultations par personne).

La valeur moyenne ainsi déterminée a servi de base pour les extrapolations. Elle a été utilisée dans les cas où des informations sur le nombre de consultations ou de personnes directement concernées manquaient. Grâce à la valeur moyenne, ces informations manquantes ont pu être systématiquement estimées et incluses dans les évaluations.

Le ratio consultations/personnes directement concernées pouvant varier selon le domaine, la valeur moyenne utilisée est dans chaque cas clairement indiquée dans ce rapport. Ceci permet une meilleure compréhension des extrapolations réalisées.

Des extrapolations de ce type ont été introduites pour la première fois dans le monitoring 2020. Dans les domaines où de telles estimations ont été faites, des séries temporelles directement comparables ne sont donc pas disponibles pour les années avant 2020.

III. 4 : Représentation schématique de la relation dossier-consultations à l'aide d'un exemple fictif



Exemple de lecture

La personne directement concernée (dossier) a été conseillée quatre fois.

2 Synthèse des résultats

2.1 Centres de consultation en matière de grossesse selon la loi fédérale SR 857.5

- * En 2024, le nombre de centres de consultation en matière de grossesse reconnus en Suisse s'élevait à 75.
- * 67 centres sur 75, soit 89 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, ont participé à l'enquête en ligne [2023 : 93 %, 2022 : 90 %, 2021 : 93 %].
- * Des centres de tous les cantons suisses ont participé au monitoring 2024.
- * Le nombre de consultations enregistrées dans le monitoring a diminué dans les domaines « Consultation psychosociale lors de grossesse et après l'accouchement » et « Conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal ». Cette baisse s'explique par le fait que les données de quatre grands hôpitaux manquent en 2024.
- * Par rapport au total des personnes directement concernées par la grossesse, le taux des adolescentes enceintes de moins de 16 ans est resté à un niveau très bas de 0,4 % [2023 : 0,3 %, 2022 : 0,3 %, 2021 : 0,4 %].
- * 28 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus ont reçu en 2024 des demandes de conseil sur l'accouchement confidentiel [2023 : 31 %, 2022 : 34 %]. 30 consultations sur ce thème ont ainsi été effectuées en 2024. Certains centres souhaiteraient disposer de plus de compétences dans ce domaine. Des connaissances du contexte juridique et des procédures clairement définies ont été en particulier mentionnées.

2.2 Contraception

- * 61 % des centres (35 sur 57) actifs dans le domaine de la contraception, proposent des consultations gratuites dans ce domaine [2023 : 73 %, 2022 : 88 %].
- * 40 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus proposent des prestations de conseil en contraception testiculaire alternative [2023 : 57 %, 2022 : 43 %]. 32 % des centres (18 sur 57) souhaitent acquérir plus de compétences dans le domaine de la contraception alternative, par exemple sur les méthodes actuelles ainsi que des références d'hôpitaux spécialisés ou de centres de compétence pour orienter les personnes intéressées.
- * 74 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus proposent au moins un moyen de contraception [2023 : 68 %, 2022 : 64 %, 2021 : 72 %].
- * 46 % des centres (16 sur 35) proposant au moins un moyen de contraception gratuitement ou à prix réduit ont déclaré que tous les groupes de personnes peuvent bénéficier des tarifs réduits [2023 : 42 %, 2022 : 39 %, 2021 : 19 %]. La tendance se confirme : de plus en plus de personnes ont accès à moyens de contraception à prix réduit.

- * 97 % des centres proposant des préservatifs externes les ont délivrés gratuitement ou à prix réduit [2023 : 97 %, 2022 : 97 %, 2021 : 80 %].
- * 63 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus (36 sur 57), actifs dans le domaine de la contraception, proposent au moins une méthode de contraception d'urgence [2023 : 65 % : 2022 : 61 %, 2021 : 67 %]. 67 % d'entre eux (24 sur 36) proposent l'insertion du « stérilet d'urgence ».

2.3 Infections sexuellement transmissibles

- * Le nombre de tests IST est resté stable en 2024 par rapport à 2023. Ainsi, selon 84 % des centres interrogés, 15'529 tests VIH ont été effectués en 2024 [2023 : 16'306 selon données de 80 % des centres, 2022 : 11'715 selon données de 90 % des centres].
- * Cette année encore, les centres participant au monitoring n'ont pas tous fourni des données complètes sur les tests IST effectués. Il s'agit en particulier des centres rattachés aux hôpitaux qui, dans de nombreux cas, n'ont pas fourni ces informations.
- * 80 % des centres (35 sur 44) proposant le dépistage des IST proposent les tests des « Big Five » (chlamydias, gonorrhée, VIH, syphilis et hépatites). Après une augmentation significative jusqu'en 2021 (89 %), une tendance à la baisse est observée les années suivantes [2023 : 82 %, 2022 : 82 %].
- * 68 % des centres proposant le dépistage des IST (30 sur 44) ont proposé des traitements pour au moins une IST [2023 : 70 %, 2022 : 64 %, 2021 : 72 %].

2.4 Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire et extrascolaire

- * Le monitoring 2024 fait état de 66 services d'éducation sexuelle en milieu scolaire [2023 : 72 %, 2022 : 71 %, 2021 : 70 %]. 85 % d'entre eux interviennent en milieu scolaire et 61 % en milieu extrascolaire.
- * C'est au niveau de l'école enfantine que l'offre en éducation sexuelle est la plus faible : 32 % des services actifs dans le secteur scolaire sont intervenus à ce niveau [2023 : 37 %, 2022 : 35 %, 2021 : 33 %]. Les services continuent à être les plus engagés au niveau secondaire avec 86 % [2023 : 92 %, 2022 : 96 %, 2021 : 96 %].
- * Les thèmes prioritaires traités en milieu scolaire n'ont pas beaucoup changé depuis 2016 : « Droits sexuels » (96 %), « Relations, amour, amitié » (94 %), « Santé reproductive » (92 %) et « Prévention VIH/IST » (92 %). En 2024, les interventions ont aussi mis l'accent sur les thèmes : « Orientation sexuelle, diversité sexuelle » (92 %), « Nouveaux médias et pornographie » (92 %), « Prévention de la violence sexualisée » (87 %).
- * Après une augmentation en 2023, l'offre d'interventions dans le domaine de l'enseignement spécialisé a de nouveau diminué en 2024 et s'élève à 61 % [2023 : 71 %, 2022 : 65 %, 2021 : 59 %].

- * En ce qui concerne le domaine extrascolaire, les services sont principalement intervenus dans les domaines suivants : « Migration / Domaine de l'asile », « Sexualité et personnes avec handicaps » et « Institutions pour enfants et jeunes ».
- * Les thèmes prioritaires dans le domaine extrascolaire sont : « Droits sexuels » (98 %), « Relations, amour, amitié » (88 %), « Prévention de la violence sexualisée » (88 %), « Diversité sexuelle et de genre » (85 %).
- * Le pourcentage de service ayant proposé en 2024 une approche par les pairs en milieu scolaire est de 14 %, en diminution par rapport aux années précédentes [2023 : 21 %, 2022 : 19 %, 2021 : 22 %].
- * Avec 15 %, le pourcentage des services ayant proposé en 2024 une approche par les pairs en milieu extrascolaire est en léger recul [2023 : 17 %, 2022 : 19 %, 2021 : 17 %].

2.5 Excision (E/MGF)

- * 86 % des services (6 sur 7), qui sont des points de contact régionaux dans le domaine E/MGF, ont participé au monitoring 2024 [2023 : 6 services soit 33 %].
- * 51 % des services (42 sur 82) ayant participé au monitoring ont déclaré être actifs dans le domaine E/MGF à titre consultatif [2023 : 48 %]. 98 % d'entre eux (41 sur 42) sont des points de contact régionaux du Réseau suisse contre l'excision [2023 : 95 %].
- * 76 % d'entre eux (32 sur 42) ont indiqué combien de fois le thème E/MGF a fait l'objet d'une consultation psychosociale, à savoir dans 239 cas.

3 Centres de consultation invités à participer à l'enquête

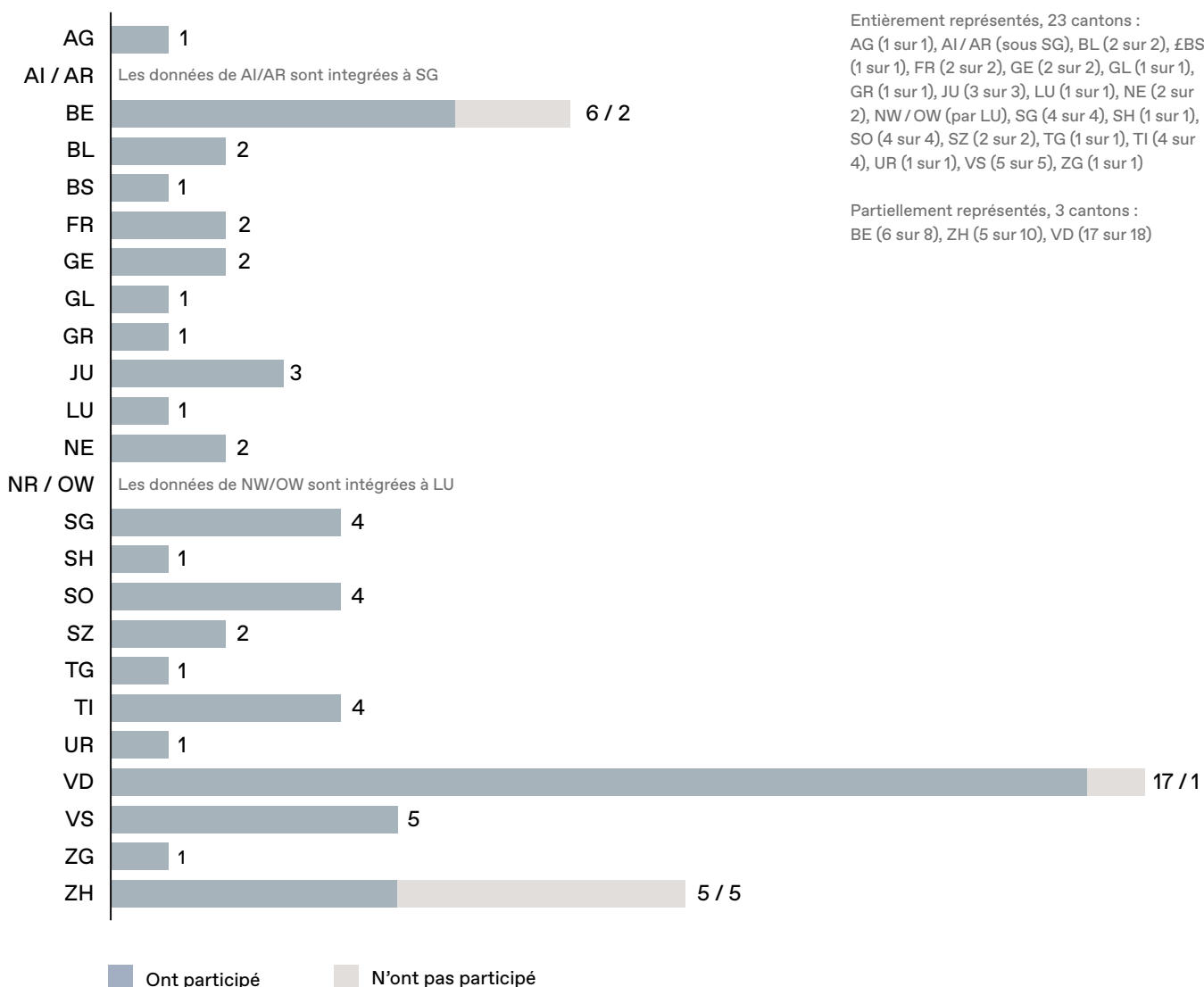
3.1 Centres de consultation en matière de grossesse reconnus

Fin 2024, le nombre des centres de consultation en matière de grossesse reconnus en Suisse s'élevait à 75 [2023 : 75, 2022 : 73, 2021 : 73]. Ces centres ont été invités à répondre à l'ensemble des questions, y compris celles des domaines « Grossesse », « Contraception/Contraception d'urgence », « Infections sexuellement transmissibles », « Éducation sexuelle/Formation en santé sexuelle » et « E/MGF » (iii. 1).

Le taux de réponse en 2024 a légèrement diminué par rapport à l'année précédente : 67 des 75 centres, soit 89 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus en Suisse, ont participé à l'enquête en ligne [2023 : 93 %, 2022 : 90 %, 2021 : 93 %]. L'enquête a été complétée par des centres de 22 cantons et comprend les résultats de 25 cantons.⁷ Dans tous les cantons, des centres mandatés ont participé directement ou indirectement au monitoring 2024. Trois cantons (Berne, Vaud et Zurich) ne sont pas entièrement représentés, leurs centres n'ayant pas tous pris part à l'enquête en ligne (iii. 5)

⁷ Les 4 demi-cantons AI et AR, ainsi que NW et OW sont compris dans les données de SG et LU.

III. 5 : Représentation cantonale de la participation des centres de consultation en matière de grossesse reconnus par les cantons au monitoring 2024 (n=75)



3.2 Autres services intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle

3.2.1 Autres services dans le domaine de l'éducation sexuelle et des IST

Ont aussi été invités à participer à l'enquête en ligne 22 autres services intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle et proposant des prestations dans le domaine de l'éducation sexuelle [2023 : 24, 2022 : 24, 2021 : 22].⁸ 19 de ces 22 autres services (86 %) ont complété le questionnaire en ligne portant sur l'éducation sexuelle [2023 : 89 %, 2022 : 96 %, 2021 : 100 %]. 18 de ces 22 autres services sont membres de SSCH et ont été invités en plus à répondre aux questions sur les IST. Parmi ces 18 autres services, 14 ont participé à l'enquête en ligne. 7 de ces 14 services ont indiqué avoir une offre dans le domaine des « infections sexuellement transmissibles ».

8 Deux centres spécialisés, l'Aidshilfe Oberwallis et l'Antenne Sida du Valais romand, ont été intégrés aux centres SIPE du Valais en 2024.

9 Centre spécialisé 1 : appella - conseil téléphonique et en ligne. Centre spécialisé 2 : PrenaStella, association pour le conseil global et l'information critique en diagnostic prénatal.

10 En 2024, un centre de plus a été questionné par rapport à 2023, et a ainsi aussi reçu les questions dans le domaine E/MGF : FGMhelp, point de contact du canton de Zurich contre les mutilations génitales féminines.

3.2.2 Autres centres dans le domaine de la grossesse et du conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal

Ont également participé à l'enquête deux autres centres reconnus par le canton de Zurich comme centres de consultation spécialisés en matière d'information et de conseil en diagnostic prénatal.⁹

3.2.3 Autres centres dans le domaine E /MGF

Sept centres régionaux de lutte contre l'excision ont été invités à participer à l'enquête.¹⁰ 86 % d'entre eux (6 sur 7) ont participé au monitoring 2024 [2023 : 33 %].

Commentaire

SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 3 : Domaine « Centres invités à participer à l'enquête en ligne »

Base légale des centres de consultation en matière de grossesse reconnus par les cantons : Loi fédérale RS 857.5 du 9.10.1981 ainsi que l'ordonnance d'application RS 857.51 du 12.12.1983.

¹¹ Les cantons de BE, ZH et VD ne sont pas entièrement représentés en raison de données manquantes.

Centres de consultation en matière de grossesse reconnus par les cantons

Le nombre de centres de consultation en matière de grossesse reconnus s'élève à 75 en 2024, à savoir le même qu'en 2023. Tous les cantons remplissent ainsi leur obligation légale de fournir un centre de consultation en matière de grossesse reconnu. Comme les années passées et dans la mesure du possible, SSCH recommande de rendre ces services accessibles sur le plan géographique.

Taux de réponse

Le taux de réponse des centres de consultation en matière de grossesse reconnus a légèrement diminué en 2024 (89 %) par rapport à 2023 (93 %). Comme les années précédentes, ce sont surtout les données des grands hôpitaux qui manquent. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que ces hôpitaux n'ont pas assez de ressources pour participer au monitoring ou que leurs responsables changent plus souvent.

Ce manque dans les données hospitalières influe beaucoup sur la pertinence des résultats, les hôpitaux couvrant en effet une part significative du nombre de consultations et de tests. On peut donc supposer que les services réellement fournis sont globalement supérieurs à ceux inclus dans le monitoring.

Il est difficile de comparer des résultats dans le temps avec des données incomplètes. Les changements dans le nombre de cas peuvent en partie provenir du fait que les grands fournisseurs de services livrent des données une année et pas la suivante, ou inversement. Dans ce contexte, les constatations sur le développement de la demande réelle et des services ne sont fiables que dans une certaine mesure.

Pour le développement futur du monitoring, une réponse plus complète, en particulier des hôpitaux, serait très souhaitable afin d'améliorer la base de données et de permettre des constatations plus fiables en matière des soins.

Sur une note positive, tous les cantons suisses ont été au moins partiellement couverts par le monitoring 2024.¹¹

Points de contact contre les mutilations génitales féminines

Les points de contact régionaux contre l'excision (E/MGF mutilations génitales féminines) ont été interrogés pour la deuxième fois cette année. En 2024, sept centres spécialisés dans le domaine E/MGF ont reçu exclusivement les questions sur ce sujet. Le taux de réponse a considérablement augmenté cette année : six des sept centres ont participé à l'enquête. Nous tenons à remercier le Réseau suisse contre l'excision, dont SSCH est membre, pour le soutien apporté aux centres spécialisés dans ce processus.

4 Domaine Grossesse

4.1 Conseil en matière de grossesse

L'outil d'enquête recueille les données concernant les consultations en matière de grossesse et les personnes directement concernées (dossiers). Ce chapitre présente les données transmises par les centres de consultation en matière de grossesse reconnus et les deux autres centres spécialisés dans le domaine du diagnostic prénatal, soit 67 centres de consultation en matière de grossesse reconnus et les 2 centres spécialisés (III. 3).

Les données couvrent les trois domaines suivants:¹²

- * **le conseil psychosocial** durant de grossesse et après l'accouchement, ainsi qu'en cas d'interruption de grossesse, de conflits, de tests de grossesse, etc.
- * le conseil psychosocial aux **adolescentes de moins de 16 ans**
- * le conseil indépendant **en diagnostic prénatal** aux femmes enceintes

Ces trois domaines sont détaillés aux chapitres 4.1.1 à 4.1.3.

En 2024, selon extrapolation, 29'175 consultations ont été menées dans ces trois domaines de conseil en matière de grossesse [2023 : 37'250, 2022 : 40'346, 2021 : 35'915] et 21'956 personnes directement concernées (dossiers) ont bénéficié de conseils [2023 : 26'665, 2022 : 23'942, 2021 : 21'363].¹³ Le tableau 1 présente les données obtenues sur le nombre de dossiers et de consultations, avec et sans extrapolation, par domaine thématique.

4.1.1 Conseil psychosocial lors de grossesse et après l'accouchement

Les données suivantes concernent le conseil psychosocial lors de grossesse et après l'accouchement, ainsi qu'en cas d'interruption de grossesse, de conflits, de tests de grossesse, etc.

En 2024, selon extrapolation¹⁴, le nombre de consultations basées sur la loi fédérale RS 857.5 est de 28'204 [2023 : 36'256, 2022 : 38'463, 2021 : 33'451]. Selon extrapolation, 21'201 personnes directement concernées (dossiers) ont ainsi bénéficié de conseils [2023 : 25'843, 2022 : 22'530, 2021 : 20'214].¹⁵

71 % des centres (49 sur 69) ont en outre fourni des indications sur le genre des personnes directement concernées (dossiers). Ainsi, 96,84 % des personnes se sont classées sous féminin et 3,13 % sous masculin. 53 % des centres (37 sur 69) ont fourni des informations sur les personnes qui se sont classées sous divers, à savoir 0,03 %. En chiffres absolus, ces pourcentages représentent 8'997 personnes de genre féminin, 291 de genre masculin et 3 divers.

12 Les domaines du conseil psychosocial et du conseil social ont fait l'objet de questions séparées dans l'enquête, mais ils sont regroupés dans le monitoring sous « conseil psychosocial durant la de grossesse et après l'accouchement, ainsi qu'en cas d'interruptions de grossesse, de conflits, de tests de grossesse, etc. ».

13 Sans extrapolation, un total de 27'421 consultations ont été effectuées en 2024 dans les trois domaines de la consultation en cas de grossesse [2023 : 25'276, 2022 : 23'330, 2021 : 27'326] et 21'054 personnes directement concernées (dossiers) ont été conseillées [2023 : 26'392, 2022 : 22'940, 2021 : 20'781].

14 Moyenne de 1,63 pour les consultations sociales et 1,49 pour les consultations psychosociales.

15 Sans extrapolation, 26'545 consultations ont été menées en 2024 sur la base de la loi fédérale SR 857.5 [2023 : 24'512, 2022 : 22'960, 2021 : 26'868] et 20'299 personnes directement concernées (dossiers) ont été conseillées [2023 : 25'570, 2022 : 21'521, 2021 : 19'633].

4.1.2 Conseil psychosocial aux adolescentes enceintes de moins de 16 ans

En plus du mandat de centre de consultation en matière de grossesse selon la loi fédérale RS 857.5, tous les centres disposent d'un mandat cantonal pour le conseil aux adolescentes de moins de 16 ans, basé sur l'article 120c du Code pénal suisse.

Selon extrapolation¹⁶, 248 consultations ont été menées en 2024 [2023 : 219, 2022 : 185, 2021 : 142]. Le nombre de dossiers s'élève à 78 personnes directement concernées [2023 : 93, 2022 : 78, 2021 : 75].¹⁷

59 % des centres (41 sur 69) ont en outre fourni des indications sur le genre des personnes directement concernées (dossiers). Ainsi, 99 % des personnes se sont classées sous féminin et près de 1 % sous masculin. Aucun centre ne mentionne des personnes se classant sous divers. En chiffres absolus, ces pourcentages représentent 69 personnes de genre féminin, 1 de genre masculin et 0 divers.

Par rapport au total des personnes directement concernées par le domaine grossesse, les adolescentes enceintes de moins de 16 ans représentent 0,4 % [2023 : 0,3 %, 2022 : 0,3 %, 2021 : 0,4 %]. Ce pourcentage reste ainsi à un niveau très bas (III. 5).

4.1.3 Conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal

À l'exception d'un canton, tous les centres de consultation en matière de grossesse reconnus disposent d'un mandat pour le conseil indépendant en matière d'analyses prénatales.¹⁸ Selon extrapolation,¹⁹ 706 consultations ont été menées en 2024 [2023 : 775, 2022 : 1'698, 2021 : 2'322].²⁰ Selon extrapolation, le nombre de dossiers reste inchangé avec 677 personnes directement concernées (dossiers) [2023 : 729, 2022 : 1'334, 2021 : 1'074].²¹

39 % des centres (20 sur 69) ont par ailleurs pu fournir des indications sur le genre des personnes directement concernées (dossiers). Ainsi, 57 % des personnes se sont classées sous féminin et un peu moins de 43 % sous masculin. Aucun centre ne mentionne des personnes se classant sous divers. En chiffres absolus, ces pourcentages correspondent à 13 personnes de genre féminin, 10 de genre masculin et 0 divers.

Tab. 1 : Aperçu de l'ensemble des personnes bénéficiaires (dossiers) et des consultations en matière de grossesse (avec et sans extrapolation), 2024 (n=69)

	Dossiers (personnes directement concernées)	Données de % des centres	Consultations	Données de % des centres
Conseil en matière de grossesse ²²	21'201 personnes sans extrapolation : 20'299 personnes	72 % 68 %	28'204 consultations sans extrapolation : 26'545 consultations	72 % 59 %
Adolescentes enceintes de moins de 16 ans	78 personnes sans extrapolation : 78 personnes	74 % 74 %	264 consultations sans extrapolation : 189 consultations	74 % 62 %
Conseil indépendant en diagnostic prénatal	677 personnes sans extrapolation : 677 personnes	36 % 36 %	706 consultations sans extrapolation : 687 consultations	36 % 35 %
Total	21'956 personnes sans extrapolation : 21'054 personnes		29'175 consultations sans extrapolation : 27'421 consultations	

16 Moyenne 2,18.

17 Sans extrapolation, 189 consultations ont été menées en 2024 dans le domaine des femmes enceintes de moins de 16 ans [2023 : 161, 2022 : 160, 2021 : 82] et 78 personnes directement concernées (dossiers) ont été conseillées [2023 : 93, 2022 : 76, 2021 : 75].

18 Base juridique : Loi fédérale 810.12 sur les tests génétiques chez l'humain, article 17.

19 Moyenne 1,32.

20 La forte baisse des consultations et dossiers ces deux dernières années s'explique par le fait qu'en 2023, les données d'un grand hôpital et en 2024 de plusieurs grands hôpitaux manquent (BE, BS, VD, BE).

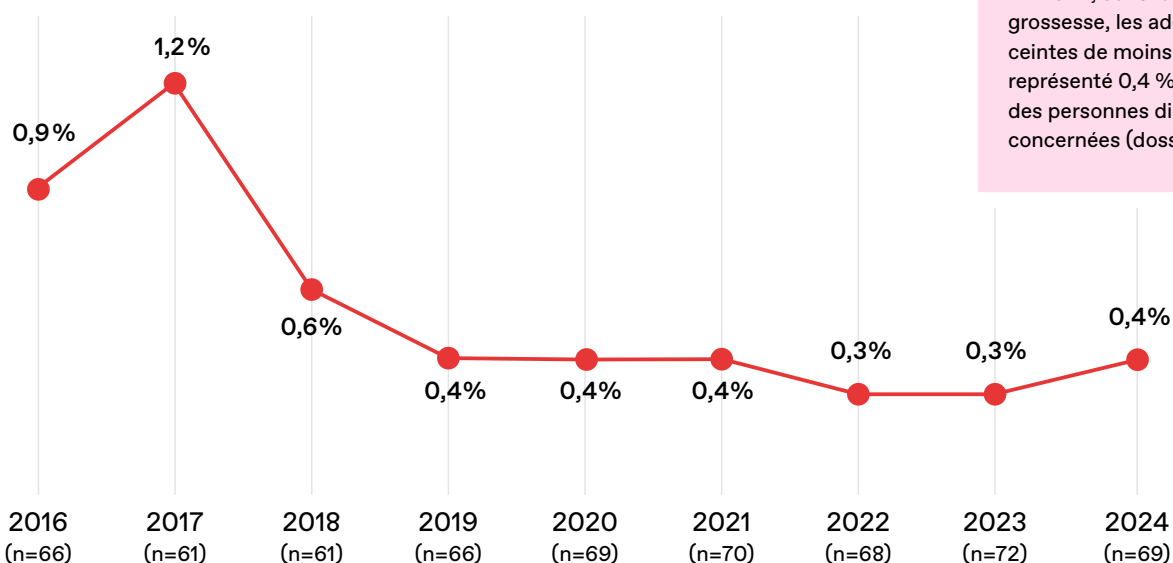
21 Sans extrapolation, un total de 687 consultations dans le domaine du diagnostic prénatal ont été effectuées en 2024 [2023 : 603, 2022 : 210, 2021 : 466] et 677 personnes directement concernées (dossiers) ont été conseillées [2023 : 729, 2022 : 1'334, 2021 : 1'074].

22 Conseil psychosocial lié aux interruptions de grossesse, grossesses ambivalentes, tests de grossesse, etc., ainsi que le conseil social durant la grossesse et après l'accouchement.

Exemple de lecture

En 2024, selon les indications de 72 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, 28'204 consultations en matière de grossesse ont été réalisées. 28 % des centres ayant participé à l'enquête n'ont pas pu fournir d'informations sur le nombre de dossiers et le nombre de consultations dans ce domaine.

III. 6 : Pourcentage des adolescentes enceintes de moins de 16 ans par rapport au total des personnes directement concernées (dossiers) dans le domaine de la grossesse, 2016



Exemple de lecture

En 2024, dans le domaine de la grossesse, les adolescentes enceintes de moins de 16 ans ont représenté 0,4 % de l'ensemble des personnes directement concernées (dossiers).

4.2 Interruption de grossesse

66 centres ont répondu à la question de savoir s'ils pratiquaient des interruptions de grossesse dans le centre lui-même ou dans ses structures. 24 centres sur 66 (36 %) déclarent avoir pratiqué des interruptions dans le centre lui-même ou dans ses structures [2023 : 40 %, 2022 : 24 %, 2021 : 26 %]. Des interruptions de grossesse chirurgicales et médicamenteuses ont été pratiquées dans ces centres. Huit centres ont déclaré ne proposer que des interruptions de grossesse médicamenteuse.²³

²³ Les informations provenant des 8 centres du canton de la VD (Fondation PROFA – Consultation de santé sexuelle et planification familiale) ne sont pas différenciées dans le monitoring.

²⁴ Dans de nombreux cas, le contenu de la cavité utérine est incomplètement expulsé après une interruption de grossesse médicamenteuse. Une intervention chirurgicale est alors nécessaire pour aspirer le contenu restant de la cavité utérine.

4.3 Traitement en cas d'interruption de grossesse incomplète

À l'exception des centres qui proposent uniquement des interruptions de grossesse médicamenteuses, tous indiquent prendre aussi en charge les personnes en cas d'interruption de grossesse incomplète.²⁴

4.4 Accouchement confidentiel

Dans le cadre de ce monitoring, les centres ont été interrogés pour la troisième fois sur le thème de l'accouchement confidentiel. 28 % des centres (19 sur 67) ont déclaré avoir reçu des demandes de conseil à ce sujet [2023 : 31 %, 2022 : 34 %]. 16 % de d'entre eux (3 sur 19) ont recensé le nombre de demandes de conseil. Tous ont fourni des informations sur les consultations effectivement réalisées. En 2024, 30 consultations (consultations en face à face, par téléphone et par mail) ont ainsi été réalisées sur le thème de l'accouchement confidentiel. 13 centres n'ont pu fournir aucune indication sur les demandes de conseil dans ce domaine.

4 % des centres (3 sur 67) souhaitent avoir plus de compétences dans le domaine de l'accouchement confidentiel. La connaissance du contexte juridique et de processus clairement définis a été mentionnée en particulier. Il a été aussi souligné qu'en raison de leur rareté, ces cas sont associés à plus de travail et d'incertitudes. 22 % des centres (15 sur 67) ont indiqué qu'ils ne savaient pas de quelles compétences ils ont besoin dans le domaine de l'accouchement confidentiel. Le nombre étonnamment élevé de réponses « je ne sais pas » montre le manque de connaissances dans ce domaine. Il est toutefois réjouissant de constater que 64 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus (43 sur 67) se sentent compétents et capables de conseiller dans ce domaine.

Commentaire

SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 4 : Domaine « Grossesse »

Conseil psychosocial lors de grossesse et après l'accouchement

La tendance observée ces dernières années se poursuit : le nombre de consultations par dossier diminue. Les consultations de courte durée restent donc au premier plan. La première consultation revêt ainsi une grande importance. Cette situation impose des exigences élevées en matière de conduite d'entretien : les informations essentielles et les éléments nécessaires à la prise de décision doivent souvent être communiqués en une seule consultation. Parallèlement, la charge administrative par dossier reste élevée, surtout lors d'une consultation unique.

Le fait que les consultations de suivi sont rarement utilisées indique que de nombreuses personnes peuvent clarifier leurs préoccupations lors de la première séance. Le modèle PLISSIT pourrait expliquer le fait que de nombreuses personnes n'ont recours qu'aux deux premiers niveaux « Permission » et « Limited Information » lors d'une consultation. Il leur suffit donc de pouvoir aborder leur demande et recevoir des informations limitées et spécifiques.

Dans l'esprit du droit à l'autodétermination, il est néanmoins essentiel de continuer à proposer des offres facilement accessibles pour des consultations approfondies ou des entretiens de suivi. En même temps, il est important de reconnaître que de nombreuses personnes peuvent prendre des décisions viables pour elles-mêmes sur la base d'une seule consultation.

Les adolescentes enceintes de moins de 16 ans

Par rapport au nombre total des personnes conseillées, le pourcentage des adolescentes enceintes de moins de 16 ans reste à un niveau très bas (0,4 %). Dans l'ensemble, nous constatons que les grossesses dans ce groupe d'âge sont rares. Cela concorde avec les données nationales, qui font état d'un nombre constamment faible d'interruptions de grossesse [2024 : 10] et de naissances [2024 : 3] dans cette tranche d'âge.²⁵

Un nombre plus grand de consultations ont été menées en 2024 qu'en 2023, avec un nombre plus faible de dossiers. Ceci indique une forte intensité de conseils par cas. Les cas de consultations pour les adolescentes enceintes de moins de 16 ans sont en effet souvent associés à une complexité accrue. Le nombre plus élevé de consultations par dossier témoigne d'un besoin accru de soutien et de clarification et souligne le défi professionnel particulier que représente l'accompagnement de ce groupe cible.

Consultation des personnes enceintes sur les examens prénataux

Le nombre de consultations et de personnes conseillées sur les examens prénataux est resté à un niveau comparativement faible en 2024. Ceci s'explique en particulier par le fait que les données de quelques grands hôpitaux manquent en 2024. Comme ces derniers couvrent une part significative des consultations, leur non-participation au monitoring a une forte influence sur le nombre total.

25 Office Fédéral de la Statistique (OFS) (2025) Nombre d'interruptions de grossesse avant l'âge de 16 ans, selon le canton d'intervention

Office Fédéral de la Statistique (OFS) (2025). Naissances vivantes selon l'âge de la mère et le canton, de 1970 à 2024

Interruption de grossesse

En 2024, 36 % des interruptions de grossesse ont été pratiquées dans les centres ou au sein de leurs structures. Les fluctuations au fil des ans, probablement principalement liées à la participation au monitoring, ne peuvent pas simplement être interprétées comme un changement réel. Elles dépendent en particulier de la participation ou non au monitoring des centres proposant des interruptions de grossesse.

Accouchement confidentiel

De nombreux centres se sentent compétents pour conseiller dans le domaine de l'accouchement confidentiel. Parallèlement, quelques centres expriment le besoin de connaissances supplémentaires, notamment en ce qui concerne le cadre juridique et des procédures clairement définies.

SSCH recommande aux centres de rendre ces informations accessibles de manière ciblée. Pour les meilleures pratiques et des informations complémentaires sur la thématique de l'accouchement confidentiel, SSCH renvoie au [guide du centre Seges \(en allemand\)](#) et aux informations sur le [site internet de SSCH](#).

5 Domaine « Contraception / Contraception d'urgence »

5.1 Conseil dans le domaine de la prévention des grossesses

5.1.1 Conseil en contraception

85 % (57 sur 67) des centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé au monitoring 2024 proposent également le conseil en contraception.²⁶ Les données concernant la contraception ont été fournies par tous les centres de consultation en matière de grossesse reconnus, prestataires également dans le domaine de la contraception (iii. 3). Les pourcentages indiqués au chapitre 5 concernent donc les centres de consultation en matière de grossesse qui ont fourni des données relatives au domaine du conseil en contraception (n=57).

Selon extrapolation²⁷, 28'001 consultations ont été menées en 2024 [2023 : 30'917, 2022 : 23'612, 2021 : 28'363]. Au total, 15'957 personnes directement concernées ont pu bénéficier d'une consultation selon extrapolation [2023 : 21'992, 2022 : 17'530, 2021 : 21'186].²⁸

53 % des centres (30 sur 57) ont en outre pu fournir des indications sur le genre des personnes directement concernées (dossiers). Ainsi, 91 % des personnes se sont classées sous féminin, près de 9 % sous masculin et 0,06 % sous divers. En chiffres absolus, ceci correspond 11'191 personnes de genre féminin, 1'074 de genre masculin et 7 divers.

61 % des centres (35 sur 57) proposent des consultations gratuites [2023 : 73 %, 2022 : 88 %]. Deux centres n'ont pas été en mesure d'indiquer si les consultations proposées par leur centre étaient gratuites.²⁹

26 Ne sont pas compris ici les 8 centres du canton de VD (« Fondation PROFA – Conseil en périnatalité ») qui proposent uniquement du conseil en matière de grossesse. Deux services (un dans le canton de GL et un dans celui de ZH) ont par ailleurs indiqué qu'ils ne proposaient pas de conseils en matière de contraception.

27 Moyenne de 1,37.

28 Sans extrapolation, 10'017 consultations ont été effectuées dans le domaine de la contraception en 2024 [2023 : 27'080, 2022 : 22'053, 2021 : 20'533] et 14'496 personnes directement concernées ont été conseillées [2023 : 14'422, 2022 : 13'465, 2021 : 20'533].

29 À l'origine, cinq centres ne disposaient d'aucune information sur la gratuité des consultations. Pour trois d'entre eux, les informations ont pu être déterminées dans le cadre d'une recherche complémentaire et donc prises en compte.

III. 7 : Aperçu des personnes directement concernées (dossiers) et des consultations dans le domaine de la prévention de la grossesse (avec et sans extrapolation), 2024 (n=57)

Dossiers (personnes directement concernées)



Conseils



■ Sans extrapolation ■ Avec extrapolation

Exemple de lecture

Selon 89 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, 15'957 personnes ont eu recours en 2024 à du conseil en contraception. 11 % des centres ayant participé au monitoring n'ont pas pu fournir d'informations sur le nombre de dossiers ou de consultations dans ce domaine.

5.1.2 Conseil en contraception testiculaire alternative

40 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus indiquent proposer du conseil sur la contraception testiculaire alternative³⁰ [2023 : 57 %, 2022 : 43 %]. En 2024, 39 % ont effectivement fourni des prestations dans ce domaine [2023 : 29 %, 2022 : 23 %, 2021 : 24 %].

Selon extrapolation³¹, 103 consultations ont été menées en 2024 [2023 : 201³², 2022 : 87, 2021 : 103]. Le nombre de dossiers reste inchangé, avec 46 personnes directement concernées (dossiers) [2023 : 190, 2022 : 44, 2021 : 91].³³

Il existe dans ce domaine des différences entre les régions de Suisse. La question de la contraception testiculaire alternative est davantage un sujet de préoccupation en Suisse romande. Le canton de Berne (bilingue) a également mené plus de consultations dans ce domaine.

32 % des centres (18 sur 57) ont indiqué qu'ils souhaitaient avoir davantage de compétences dans le domaine de la contraception testiculaire alternative [2023 : 42 %, 2022 : 23 %]. Ont été en particulier mentionnés le désir d'acquérir une expertise à jour sur les méthodes de contraception testiculaire alternative (par exemple la contraception thermique), des connaissances de base sur diverses méthodes, des informations sur la prescription et les pratiques de soins ainsi que des références à des hôpitaux spécialisés ou des centres de compétence pour orienter les personnes intéressées.

30 L'enquête ne pose pas la question de la « contraception masculine », mais celle de la « contraception testiculaire alternative ». Une explication de ce changement de terminologie se trouve dans le Monitoring 2022, p. 15. Par « contraception testiculaire alternative », on entend toutes les méthodes de contraception qui constituent une alternative aux méthodes de contraception traditionnelles (préservatifs externes, vasectomie).

31 Moyenne de 1,34.

32 Ajusté en raison d'une erreur dans le monitoring 2023.

33 Sans extrapolation, 79 consultations ont été menées en 2024 dans le domaine de la contraception alternative [2023 : 10, 2022 : 81, 2021 : 99] et 46 personnes directement concernées (dossiers) ont été conseillées [2023 : 190, 2022 : 44, 2021 : 89]. En 2023, seuls six centres ont fourni des indications sur le nombre de consultations, ce qui explique le faible nombre de consultations. (10 seulement).

III. 8 : Aperçu des personnes bénéficiaires (dossiers) et des consultations dans le domaine de la contraception testiculaire alternative (avec et sans extrapolation), 2024 (n=57)

Dossiers (personnes directement concernées)



Conseils



■ Sans extrapolation ■ Avec extrapolation

Exemple de lecture

Selon les données de 40 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, également prestataires dans le domaine de la contraception, un total de 46 personnes ont reçu en 2024 des conseils sur le thème de la contraception testiculaire alternative.

5.1.3 Moyens de contraception

74 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus (42 sur 57), ayant participé à l'enquête en ligne 2024, proposent au minimum un moyen de contraception [2023 : 68 %, 2022 : 64 %, 2021 : 72 %]. 49 % d'entre eux (28 sur 57) indiquent avoir prescrit des contraceptifs hormonaux [2023 : 48 %, 2022 : 43 %, 2021 : 48 %].

34 Ajustement dû à une logique de calcul modifiée dans le monitoring 2024.

35 Ajustement dû à une logique de calcul modifiée dans le monitoring 2024.

36 Long-Acting Reversible Contraception LARC : dispositif intra-utérin DIU ou implant.

37 Ajusté en raison d'une erreur dans le rapport 2023.

* Remise de préservatifs (externes, internes)

Les préservatifs externes étaient disponibles auprès de 83 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus délivrant des contraceptifs (35 sur 42) [2023 : 83 %, 2022 : 89 %, 2021 : 76 %]. 97 % d'entre eux indiquent les remettre gratuitement ou à prix réduit [2023 : 91 %, 2022 : 91 %].³⁴ Les préservatifs internes étaient disponibles auprès de 48 % des centres (20 sur 42) délivrant des contraceptifs [2023 : 55 %, 2022 : 61 %, 2021 : 50 %]. Tous les centres les ont remis gratuitement ou à prix réduit [2023 : 91 %, 2022 : 100 %]³⁵ (tableau 2).

* Contraceptifs hormonaux et contraceptifs réversibles de longue durée d'action

74 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus délivrant des contraceptifs (31 sur 42) ont proposé au minimum un contraceptif hormonal [2023 : 79 %, 2022 : 58 %, 2021 : 74 %]. 77 % des centres délivrant des contraceptifs hormonaux (24 sur 31) ont prescrit l'injection trimestrielle [2023 : 82 %, 2022 : 90 %] et 81 % des centres (25 sur 31) la pilule [2023 : 94 %, 2022 : 90 %]. 84 % des centres (26 sur 31) proposent les méthodes LARC³⁶, c'est-à-dire des méthodes de contraception réversibles de longue durée d'action [2023 : 85 %, 2022 : 100 %].

* Remise de contraceptifs à prix réduit ou gratuitement

83 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus délivrant des contraceptifs (35 sur 42) disposent d'une offre de contraceptifs à prix réduit ou gratuits [2023 : 79 %, 2022 : 86 %, 2021 : 83 %]. Ces 35 centres ont tous été en mesure d'énumérer les groupes de bénéficiaires : selon les données de 54 % des centres (19 sur 35), les bénéficiaires sont des groupes de personnes vulnérables [2023 : 58 %, 2022 : 61 %, 2021 : 81 %]. 46 % des centres (16 sur 35) ont en revanche indiqué que tous les groupes de personnes peuvent bénéficier des tarifs réduits dans leurs centres [2023 : 42 %, 2022 : 39 %, 2021 : 19 %]. Les préservatifs externes sont souvent mis à la disposition de tous les groupes de personnes dans les centres, ou sont remis sur demande. Cela confirme la tendance selon laquelle de plus en plus de personnes peuvent bénéficier des tarifs réduits.

Tab. 2 : Centres de consultation ayant remis des moyens de contraception à prix réduit ou gratuitement, en %, 2022 (n=36), 2023 (n=42), 2024 (n=42) ³⁸

38 Les valeurs présentées dans ce tableau ont été calculées pour le monitoring 2024 selon une méthodologie différente de celle des années précédentes. Certains chiffres pour 2023 et 2022 ont aussi été recalculés. Par conséquent, une comparaison avec les tableaux des monitorings précédents n'est possible que dans une certaine mesure. Il n'y aura pas d'ajustement rétroactif des valeurs au-delà de ce rapport.

	2022 (n=36)		2023 (n=42)		2024 (n=42)	
	% des centres avec offre	% gratuit ou à prix réduit	% des centres avec offre	% gratuit ou à prix réduit	% gratuit ou à prix réduit	% gratuit ou à prix réduit
Préservatif externe	89 % 32/36	91 % 29/32	83 % 35/42	91 % 32/35	83 % 35/42	97 % 34/35
Préservatif interne	61 % 22/36	100 % 22/22	55 % 23/42	91 % 21/23	48 % 20/42	100 % 20/20
Pillule	53 % 19/36	84 % 16/19	74 % 31/42	48 % 15/31	60 % 25/42	48 % 12/15
Injection trimestrielle	53 % 19/36	74 % 14/19	64 % 27/42	56 % 15/27	57 % 24/42	38 % 9/24
Méthode LARC	58 % 21/36	81 % 17/21	67 % 28/42	71 % 20/28	62 % 26/42	46 % 12/26

Exemple de lecture

En 2024, 83 % des centres (35 sur 42) disposant d'une gamme de moyens de contraception ont distribué des préservatifs externes ; 97 % de ces centres (34 sur 35) les ont distribués gratuitement ou à prix réduit.

5.2 Accès à la contraception d'urgence

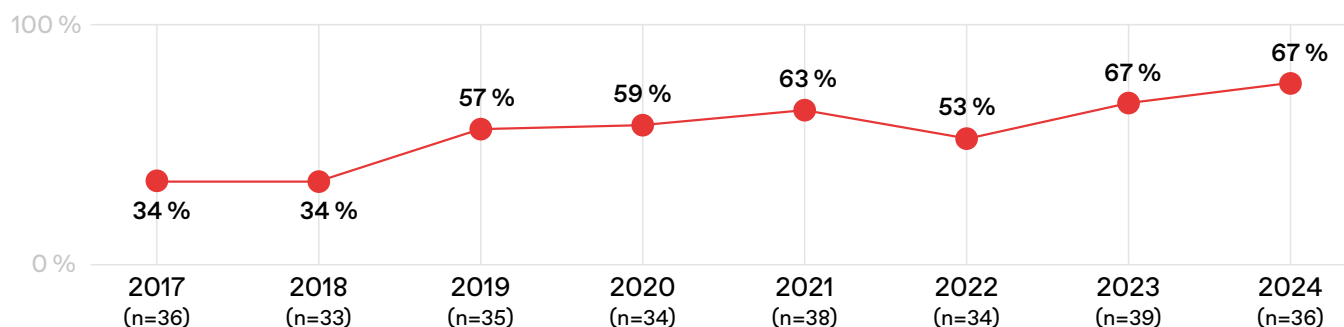
63 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus (36 sur 57), aussi prestataires dans le domaine de la contraception, proposent au minimum une méthode de contraception d'urgence. Ce pourcentage n'a que légèrement fluctué ces dernières années [2023 : 63 %, 2022 : 61 %, 2021 : 67 %]. Presque tous ces centres (35 sur 36, soit, 97 %) indiquent délivrer la contraception d'urgence hormonale [2023 : 97 %, 2022 : 94 %]. Il était possible d'obtenir la pose d'un dispositif intra-utérin DIU³⁹ auprès de deux tiers (67 %) des centres (24 sur 36) (ill. 9).

39 Ces centres se trouvent dans les cantons suivants : BE, BS, FR, TI, VD, ZH.

40 Ces centres se trouvent dans les cantons suivants : BE, BS, FR.

41 Ces centres se trouvent dans les cantons suivants : BS, FR, GE, JU, NE, TI.

III. 9 : Pose d'un dispositif intra-utérin DIU « stérilet d'urgence », en %

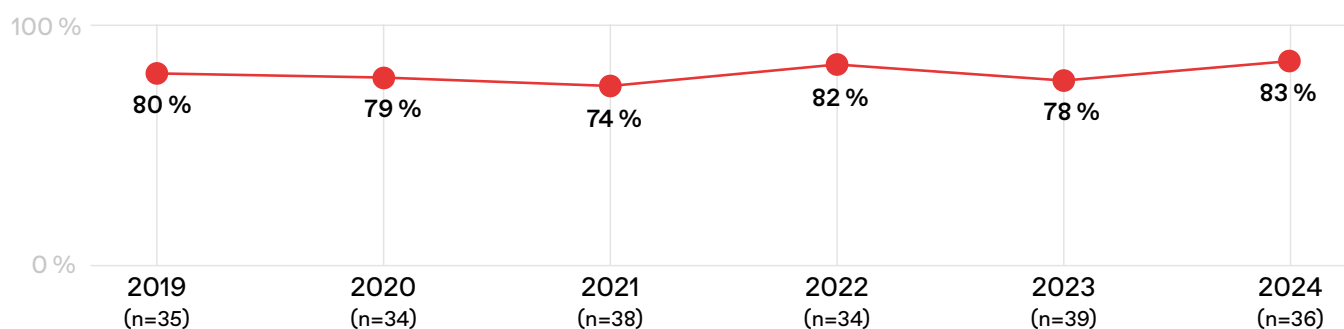


83 % des centres de conseil en matière grossesse reconnus (30 sur 36), actifs dans le domaine de la contraception et fournissant une contraception d'urgence, proposent la contraception d'urgence gratuitement ou à des tarifs réduits (ill. 10). 26 d'entre eux ont délivré la contraception d'urgence hormonale à prix réduit [2023 : 26, 2022 : 24, 2021 : 24] et il a été possible d'obtenir la pose d'un dispositif intra-utérin DIU à prix réduit auprès de 6 centres [2023 : 5, 2022 : 3, 2021 : 15].⁴⁰ La contraception d'urgence hormonale a été remise gratuitement par 14 centres [2023 : 22, 2022 : 18, 2021 : 10].⁴¹

Il convient de mentionner que les centres de consultation en matière de grossesse reconnus peuvent bénéficier d'un tarif spécial du fabricant d'UPA et de LNG (produits originaux), négocié par SSCH. De plus, les prestations de conseil auprès des centres sont gratuites. De cette manière, les coûts facturés aux bénéficiaires devraient en tous les cas être plus avantageux que les tarifs des pharmacies.

83 % des centres (30 sur 36) ont pu indiquer les groupes de personnes bénéficiaires : la contraception d'urgence gratuite est principalement délivrée aux groupes de personnes vulnérabilisées. Les personnes ayant des difficultés financières ainsi que celles en situation de précarité ont été explicitement mentionnées. 43 % des centres (13 sur 30) ayant fourni des informations sur le groupe de personnes bénéficiaires ont indiqué que toutes les personnes ont accès à la contraception d'urgence à un prix avantageux ou gratuitement [2023 : 52 %].

III. 10 : Centres offrant une contraception d'urgence gratuite ou à prix réduit en %



Exemple de lecture

En 2024, la pose d'un « stérilet d'urgence » était possible auprès de 67 % des centres de consultation en matière de grossesse proposant la contraception d'urgence.

Exemple de lecture

En 2024, 83 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus qui offrent la contraception d'urgence en délivrent au moins une gratuitement ou à prix réduit.

Commentaire

SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 5 : Domaine « Contraception »

Conseils en matière de contraception

Le nombre de consultations en matière de contraception et celui des personnes ayant bénéficié d'une consultation sont en baisse en 2024 par rapport à 2023. Ce recul doit toutefois être interprété avec prudence au vu des fluctuations bien connues dans la participation au monitoring. On peut supposer que l'absence de données de certains centres rattachés aux hôpitaux influence en particulier les chiffres globaux. L'expérience montre en effet que ces derniers réalisent un nombre élevé de consultations en matière de contraception.

Dans l'ensemble, les consultations en matière de contraception continuent de représenter une part importante de l'activité des centres et contribuent de manière significative à l'accès à la contraception et à la prévention.

Il est à noter que la proportion des centres proposant des consultations gratuites en matière de contraception a encore diminué en 2024 et s'élève désormais à 61 %. Cela représente une baisse significative par rapport aux années précédentes. Compte tenu de l'importance d'un accès facile à la contraception, cette évolution devrait être suivie de près.

Contraception testiculaire alternative

Le nombre de consultations sur les méthodes de contraception testiculaire alternatives a nettement diminué en 2024 par rapport à 2023. L'augmentation du nombre de cas en 2023 était liée, au moins en partie, à une étude lancée cette même année par l'Hôpital Universitaire de Genève qui joue un rôle de pionnier dans ce domaine en Suisse.

On constate toujours d'importantes différences entre les régions linguistiques : une grande partie des consultations a lieu en Suisse romande, tandis que les offres correspondantes sont jusqu'à présent moins sollicitées en Suisse allemande. Cela semble indiquer que le sujet s'est développé plus tôt et de manière plus dynamique en Suisse romande, notamment dans le cadre d'initiatives spécialisées et d'évolutions observées dans les pays voisins. Dans ce contexte, on peut supposer que des évolutions similaires pourraient se manifester de plus en plus en Suisse allemande. Il faudra observer au cours des prochaines années si les différences régionales s'atténuent.

Remise de moyens de contraception et de contraception d'urgence

74 % des centres ont fourni des moyens de contraception en 2024. Cela correspond, comme l'année précédente, à 42 centres. 35 d'entre eux proposent des moyens de contraception à prix réduit ou gratuits.

63 % des centres ont proposé au moins une méthode de contraception d'urgence en 2024, ce qui reste stable par rapport aux années précédentes. Les légères fluctuations sont probablement principalement dues à des différences de participation au monitoring et ne doivent pas être interprétées comme un changement réel de l'offre. Dans l'ensemble, on peut supposer que le nombre de centres fournissant cette offre reste stable. Une grande partie des centres propose la contraception d'urgence gratuitement ou à des tarifs réduits.

En février 2024, le *European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights* a publié le *European Contraception Policy Atlas 2024*.⁴² Cet atlas évalue l'accès à la contraception dans les pays européens sur la base de divers critères, dont la prise en charge par le système de santé. La Suisse n'obtient à nouveau qu'un résultat moyen, notamment en raison de l'absence de financement public des moyens de contraception et de contraception d'urgence.

Les centres jouent un rôle important dans ce contexte. En distribuant et en proposant à prix réduit des moyens de contraception, ils contribuent de manière essentielle à garantir un accès facile à ces offres. Il convient de souligner qu'une diminution des offres gratuites, tant dans le domaine des consultations que pour les moyens de contraception et de contraception d'urgence, augmenterait le risque d'un accès économique plus difficile à la contraception. Cela concerne en particulier les jeunes, qui ne disposent souvent que de moyens financiers limités et qui dépendent donc tout particulièrement d'offres facilement accessibles et peu coûteuses.

⁴² European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights (EPF) (2024). [Contraception Policy Atlas Europe 2024](#)

6 Domaine « Infections sexuellement transmissibles (IST) »

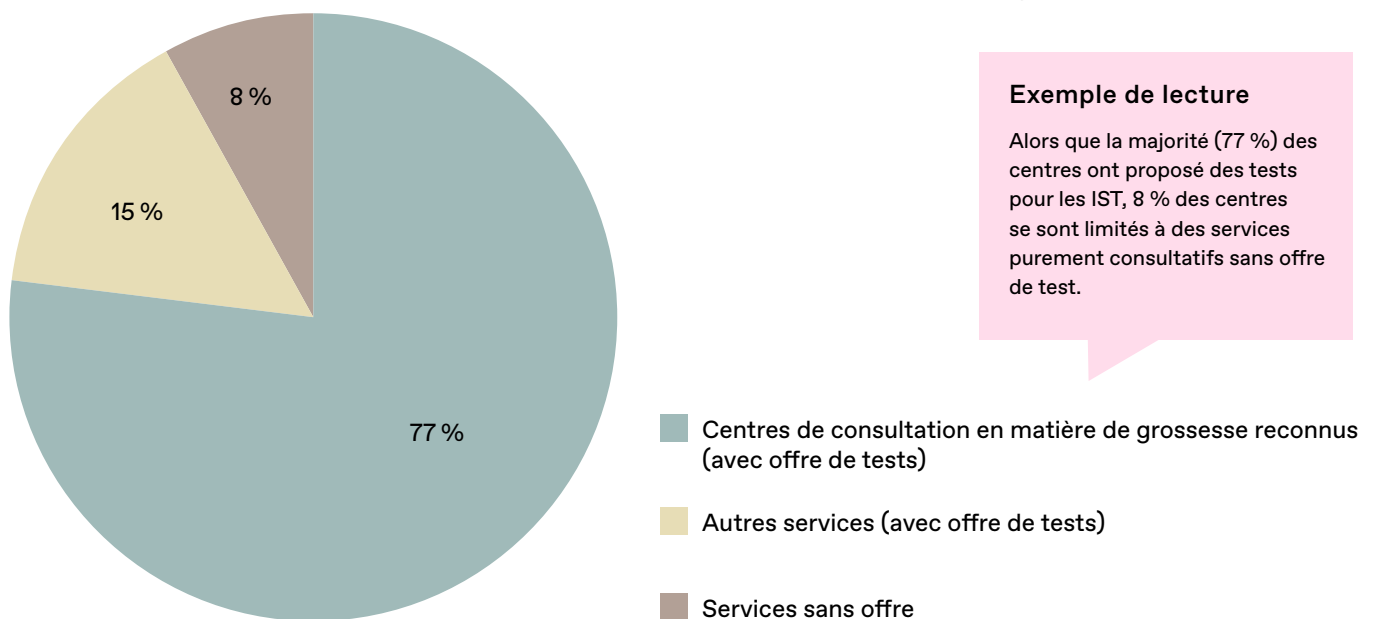
Les 75 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ainsi que les 18 autres services, membres de SSCH, ont reçu le questionnaire pour répondre à ce domaine thématique.⁴³ Ainsi, 87 % (81 sur 93) des centres actifs dans le domaine des IST ont répondu aux questions relatives aux IST. 51 % des centres (48 sur 93) ayant participé à l'enquête proposent des conseils en matière d'IST. 92 % d'entre eux (44 sur 48) proposaient un dépistage des IST.

43 Des explications précises à ce sujet figurent au chapitre 3.2.1.

44 Jusqu'à présent, aucune différenciation par type d'hépatites n'a été faite dans le monitoring. Les informations sur les tests et traitements font donc référence à l'hépatite (A-C) de manière non spécifique ; les hépatites D et E n'ont pas été enregistrées. Une différenciation est prévue à partir du monitoring 2025.

45 Un centre a déclaré ne proposer aucun test VIH et hépatites; cette information a été corrigée après vérification.

III. 11 : Centres proposant une offre de dépistage des IST, 2024. En % de tous les centres fournissant des conseils en matière d'IST (n=48)



Exemple de lecture

Alors que la majorité (77 %) des centres ont proposé des tests pour les IST, 8 % des centres se sont limités à des services purement consultatifs sans offre de test.

6.1 Dépistage des infections sexuellement transmissibles

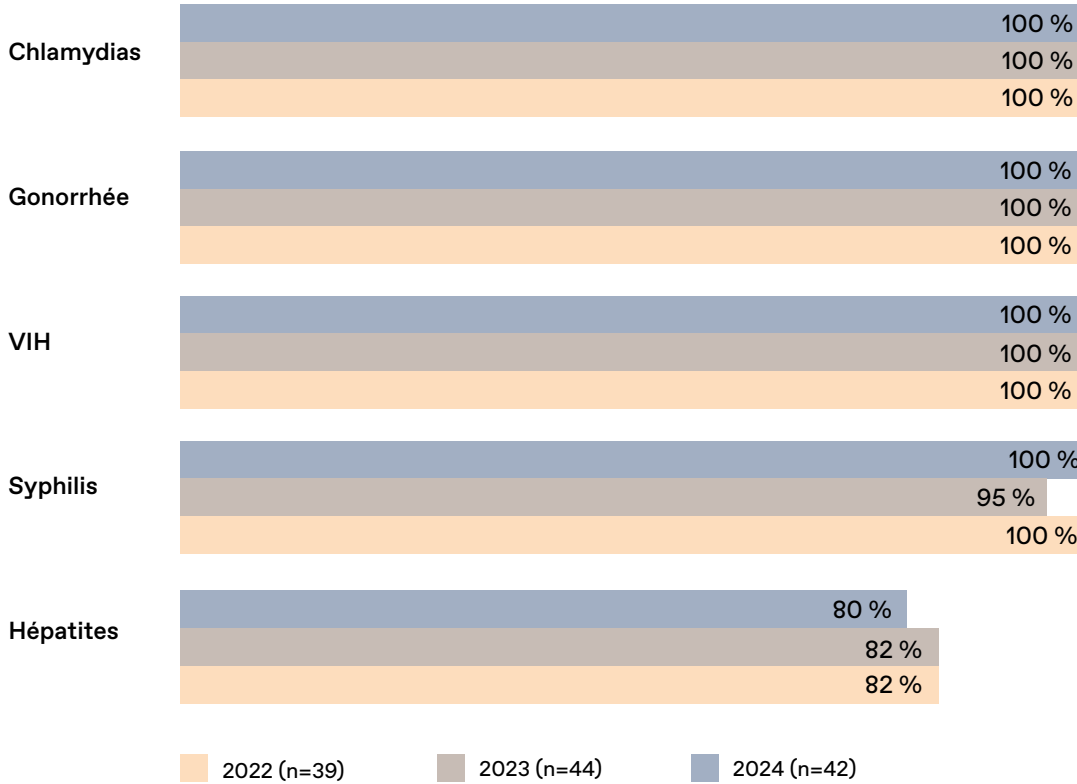
Les questions de l'enquête portaient sur le dépistage des infections sexuellement transmissibles dites des « Big Five », soit le VIH, la syphilis, les hépatites, la gonorrhée et les chlamydias. Tous les centres et services proposant une offre de dépistage ont effectué des tests de chlamydias, gonorrhée, VIH et syphilis (III. 12). 80 % ont en plus testé l'hépatite⁴⁴ et 34 % des centres et services (15 sur 44) ont proposé d'autres dépistages d'infections sexuellement transmissibles.⁴⁵ Ont été mentionnés les tests concernant les ureaplasma, les mycoplasma, la lymphogranulomatose vénérienne, le HSV, le papillomavirus et le trichomonas.

On peut en conclure que dans les centres proposant le dépistage, il est possible d'effectuer des tests pour au moins quatre IST différentes, voire cinq dans la plupart des cas (34 sur 44).

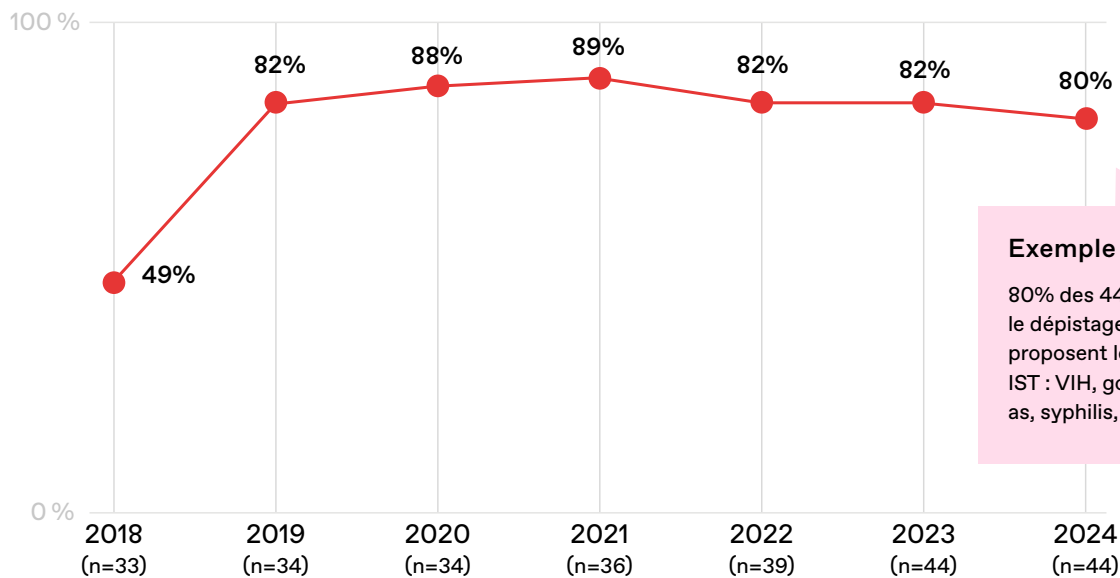
La tendance vers une offre de dépistage permettant de tester l'ensemble des « Big Five » est restée stable en 2024. La proportion (80 %) est légèrement inférieure à celle de 2023 (III. 13), ce qui s'explique, entre autres, par l'absence de données d'un hôpital.

Exemple de lecture
 100 % des centres proposant le dépistage des IST ont proposé en 2024 le dépistage des chlamydias, de la gonorrhée, du VIH et de la syphilis.

III. 12 : Centres proposant une offre de dépistage des IST, 2024. Par IST. En % de tous les centres proposant une offre de dépistage



III. 13 : Offre de dépistage de cinq IST (« Big Five ») par les centres de consultation en matière de grossesse, en %

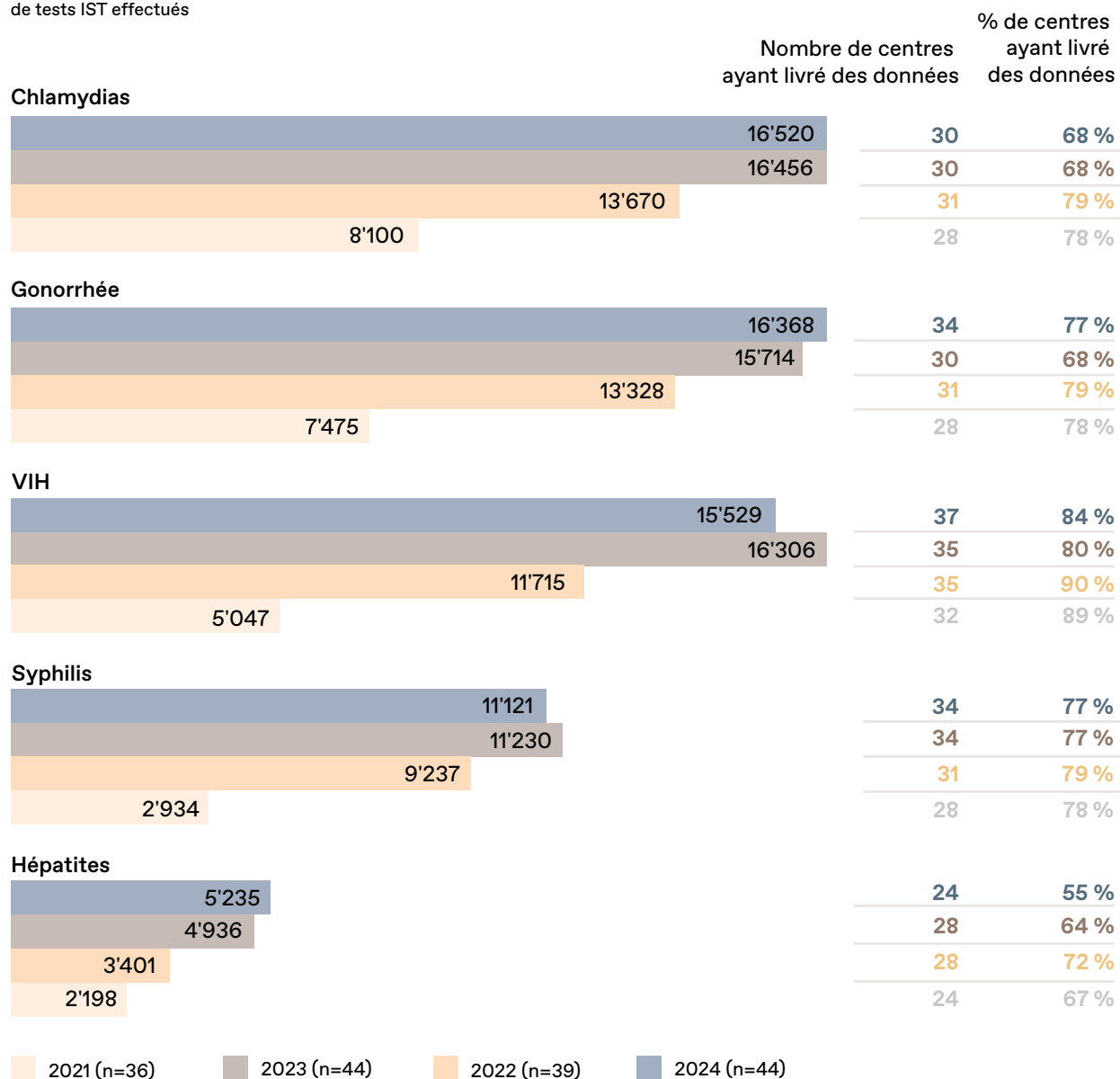


Exemple de lecture
 80% des 44 centres proposant le dépistage des IST en 2024 proposent le dépistage de cinq IST : VIH, gonorrhée, chlamydias, syphilis, hépatites.

En chiffres absolus, 64'773 tests IST ont été effectués en 2024, soit à peu près au même niveau que l'année précédente [2023 : 64'642, 2022 : 51'351⁴⁶, 2021 : 25'754]. Cette année encore, les centres n'ont toutefois pas tous saisi dans l'enquête en ligne des données complètes sur le dépistage des IST. Les centres rattachés à des hôpitaux, en particulier, n'ont souvent pas fourni de données à ce sujet. Les centres indépendants des hôpitaux ont tendance à livrer plus souvent des informations sur le nombre de tests IST effectués.

46 Ajusté à cause d'une erreur dans le rapport 2022.

III. 14 : Par IST : Nombre de centres ayant livré des données sur le dépistage des IST et nombre de tests IST effectués



Exemple de lecture

En 2024, 30 centres de consultation en matière de grossesse ont effectué un total de 16'520 tests chlamydia. 68 % des centres qui testent les IST ont livré des données.

75 % des centres (33 sur 44) ont fourni des données sur le nombre de personnes testées [2023 : 68 %, 2022 : 64 %, 2021 : 81 %]. En chiffres absolus, dans les 33 centres ayant fourni des données, 20'432 personnes ont été testées [2023 : 32'496, 2022 : 13'952, 2021 : 7'813]. 82 % des centres ayant fourni des données sur les personnes testées (27 von 33) ont collecté des données sur le genre des personnes testées [2023 : 83 %, 2022 : 88 %, 2021 : 76 %]. Ainsi, 37 % des personnes se sont enregistrées sous féminin, 60,5 % sous masculin et 2,5 % sous divers. En chiffres absolus, cela correspond à 4'782 personnes de genre féminin [2023 : 3'736, 2022 : 4'027, 2021 : 4'036], 7'903 de genre masculin [2023 : 21'672, 2022 : 5'854, 2021 : 3'088] et 332 divers [2023 : 387, 2022 : 73, 2021 : 7].

47 Ajustement dû à une erreur dans le rapport 2023.

48 La baisse du nombre de traitements par rapport 2023 s'explique par le fait qu'un hôpital, qui avait encore pu fournir des données relatives aux consultations en 2023, ne les a plus fournies pour 2024.

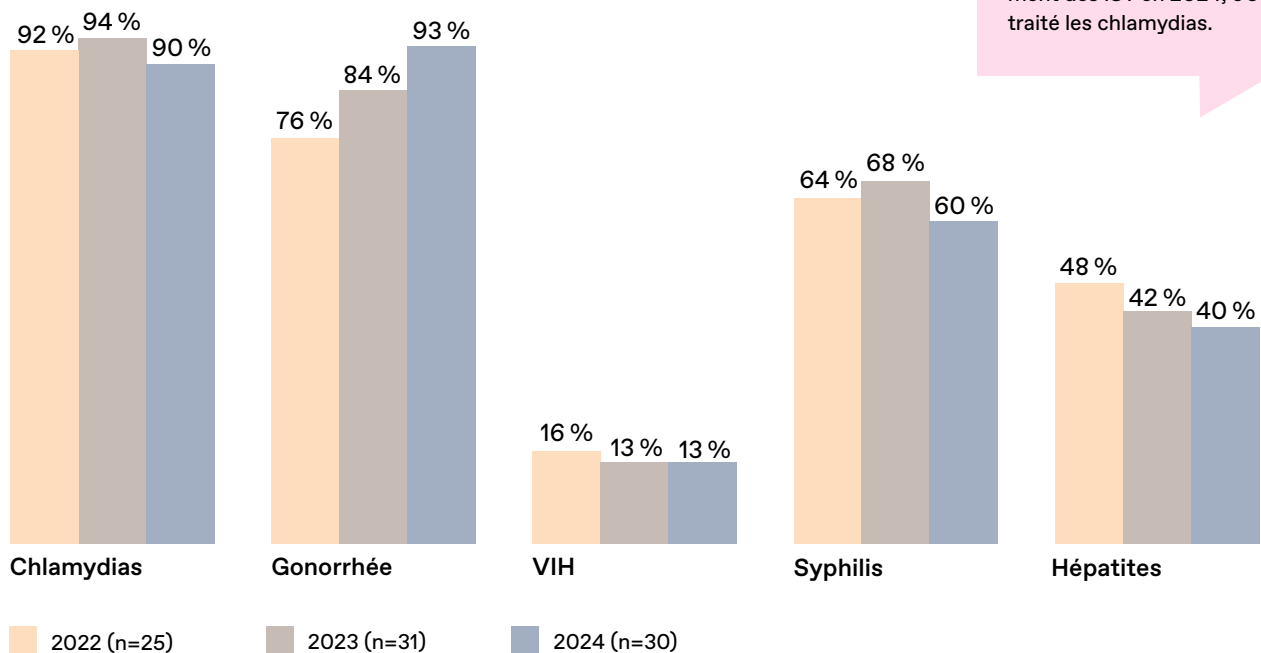
6.2 Traitement des infections sexuellement transmissibles

68 % des centres ayant une offre de tests (30 sur 44) ont proposé le traitement d'au moins une IST [2023 : 70 %, 2022 : 64 %, 2021 : 72 %]. Les questions portaient sur le traitement des infections sexuellement transmissibles dites des « Big Five », soit le VIH, la syphilis, les hépatites, la gonorrhée et les chlamydias.

Des centres et services proposant le traitement des IST, 90 % ont traité les chlamydias et 93 % la gonorrhée. 60 % indiquent traiter les infections de la syphilis et 40 % proposent le traitement des hépatites. Le traitement du VIH est possible auprès de 13 % des centres (Ill. 15). 33 % des centres mentionnent le traitement d'« autres IST ». Ont été mentionnés les trichomonases et l'herpès génital.

50 % des centres proposant au moins un traitement (15 sur 30) ont recensé le nombre de traitements [2023 : 52 %, 2022 : 60 %, 2021 : 50 %]. Au total, 1'003 traitements ont été réalisés [2023 : 2'483⁴⁷, 2022 : 579, 2021 : 498].⁴⁸

Ill. 15 : Centres proposant le traitement des IST, 2024. Par IST. En %, centres proposant une offre de traitement des IST



Exemple de lecture

Des centres proposant le traitement des IST en 2024, 90 % ont traité les chlamydias.

Commentaire

SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 6 : Domaine « Infections sexuellement transmissibles »

Offre de dépistage et de conseil dans le domaine des IST

La tendance à une large offre de dépistage et de conseil s'est encore confirmée en 2024. La majorité des centres proposant des consultations IST disposent aussi d'installations de dépistage appropriées.

Ceci contribue à atteindre les objectifs de l'OMS visant à éliminer le VIH ainsi que les hépatites B et C, objectifs qui ont été intégrés au programme NAPS dès 2024.

49 Office fédéral de la santé publique (OFSP) (2025). BAG-Bulletin 44/2025

Nombre de tests

Le nombre de tests IST effectués en 2024 est similaire à 2023. Malgré de légères fluctuations, la stratégie de test de l'OFSP reste reconnaissable.

Données sur le genre

La tendance, déjà observée en 2023, à mieux enregistrer les genres se poursuit : de plus en plus de centres enregistrent ces informations, y inclus la catégorie « divers ». Cela permet de déterminer la proportion des groupes clés NAPS auxquels appartiennent les personnes non-binaires. Le nombre de personnes se classant sous « divers » a toutefois légèrement diminué par rapport à l'année précédente (2024 : 332 ; 2023 : 387).

Traitement

La proportion de centres proposant le traitement d'au moins une IST reste comparable à celui des années précédentes. Les traitements se concentrent particulièrement sur les infections bactériennes courantes (chlamydia, gonorrhée), tandis que des traitements plus complexes (VIH, hépatites) sont moins souvent proposés par les centres.

Le nombre de traitements documentés en 2024 est nettement inférieur à celui de 2023. Cette évolution doit toutefois être interprétée dans le contexte de la collecte de données partiellement incomplète : les données de certains grands hôpitaux manquent et seule la moitié des centres proposant des traitements ont fourni des informations sur le nombre de traitements.

Selon les données fournies, ce sont en particulier les infections à chlamydia et la gonorrhée qui sont fréquemment traitées. Il est à noter que le nombre de traitements de la gonorrhée a considérablement augmenté ces dernières années. Ces observations sont conformes aux statistiques de l'OFSP : dans le cas de la chlamydia, le nombre de cas a diminué en ²⁰²³, puis est resté stable en ²⁰²⁴, tandis que pour la gonorrhée, l'augmentation observée pendant plusieurs années s'est poursuivie en 2024.⁴⁹

7 Domaine « Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle »

Les 75 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ainsi que 22 autres services spécialisés, prestataires dans le domaine de l'éducation sexuelle, ont été invités à répondre au questionnaire de ce domaine thématique.⁵⁰ 68 % des centres et services ayant participé à l'enquête en ligne 2024 (66 sur 97) indiquent fournir des prestations dans le domaine de l'éducation sexuelle (ill. 3).

Parmi eux, 85 % étaient actifs dans le domaine scolaire [2023 : 87 %, 2022 : 76 %, 2021 : 77 %], et 61 % dans le domaine extrascolaire [2023 : 68 %, 2022 : 80 %, 2021 : 75 %]. 61 % des centres et services proposent des prestations aussi bien en milieu scolaire qu'en milieu extrascolaire.

50 Des explications précises à ce sujet figurent au chapitre 3.2.1.

51 Par école enfantine, on entend la première et la deuxième année scolaire (selon HARMOS). Comme la terminologie HARMOS n'est pas encore appliquée dans toute la Suisse, nous avons utilisé le terme d'école enfantine.

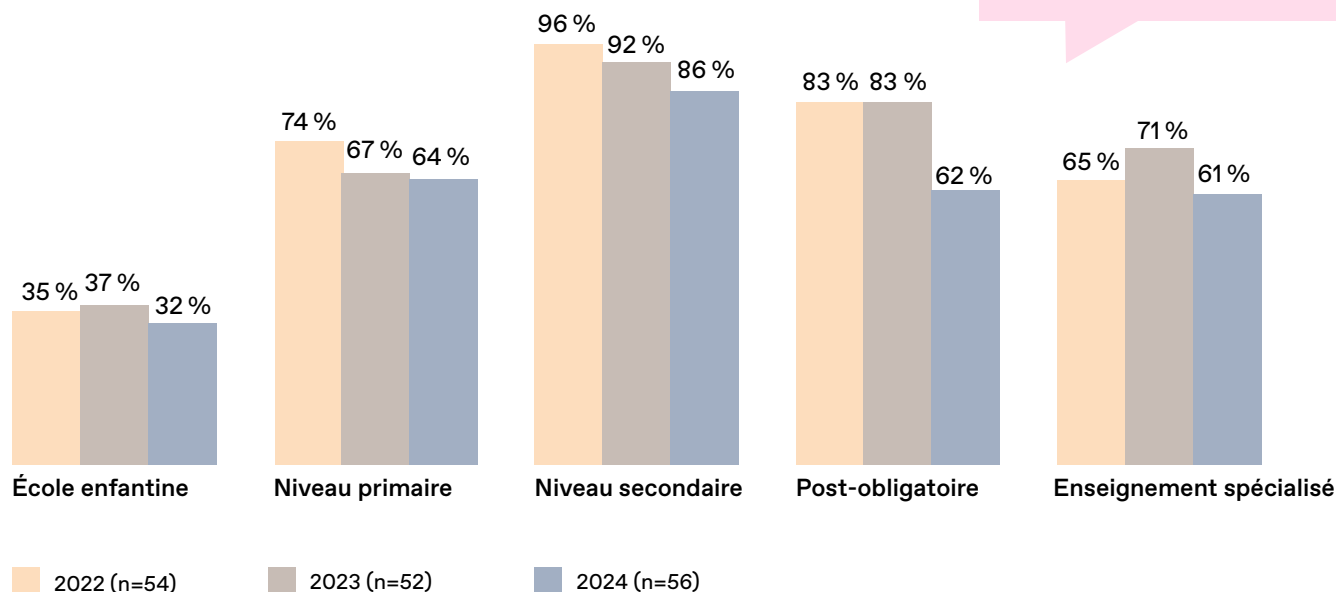
7.1 Éducation sexuelle en milieu scolaire

7.1.1 Offre de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire

85 % des centres et services (56 sur 66) actifs dans le domaine de l'éducation sexuelle indiquent fournir des prestations en milieu scolaire. L'évaluation des données de l'enquête en ligne 2024 confirme à nouveau que c'est au niveau de l'école enfantine⁵¹ que l'offre de prestations est la moins importante (ill. 16). 32 % centres et services proposant une offre de prestations en milieu scolaire interviennent au niveau de l'école enfantine, et ce dans 9 cantons : BL, FR, GR, JU, NE, SG, TG, VD, VS [2023 : 10, 2022 : 8]. C'est au niveau secondaire avec 86 % que les centres continuent à être les plus engagés. Les interventions au niveau post-obligatoire sont passées à 62 %, en diminution par rapport à l'année précédente [2023 : 83 %]. 64 % des centres proposent des prestations au niveau primaire, 61 % dans le domaine de l'enseignement spécialisé.

Presque deux tiers (62 %) des centres intervenant en milieu scolaire (35 sur 56) étaient au bénéfice d'un mandat [2023 : 65 %, 2022 : 65 %, 2021 : 76 %].

III. 16 : Offre de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire



Exemple de lecture

64 % des centres et services proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire indiquent avoir proposé en 2024 une offre au niveau primaire.

7.1.2 Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire

Total des bénéficiaires de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire : 82 % des centres (46 sur 56) ont fourni des données sur le total des personnes concernées [2023 : 85 %, 2022 : 89 %, 2021 : 81 %]. 213'829 enfants, adolescent-es ou jeunes adultes ont ainsi bénéficié des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire.⁵² Le nombre a augmenté par rapport aux années précédentes [2023 : 165'084, 2022 : 177'478, 2021 : 178'836], et certains centres ont pu élargir leur gamme de cours.

52 Il s'agit de l'école enfantine, niveau primaire, niveau secondaire, post-obligatoire et enseignement spécialisé.

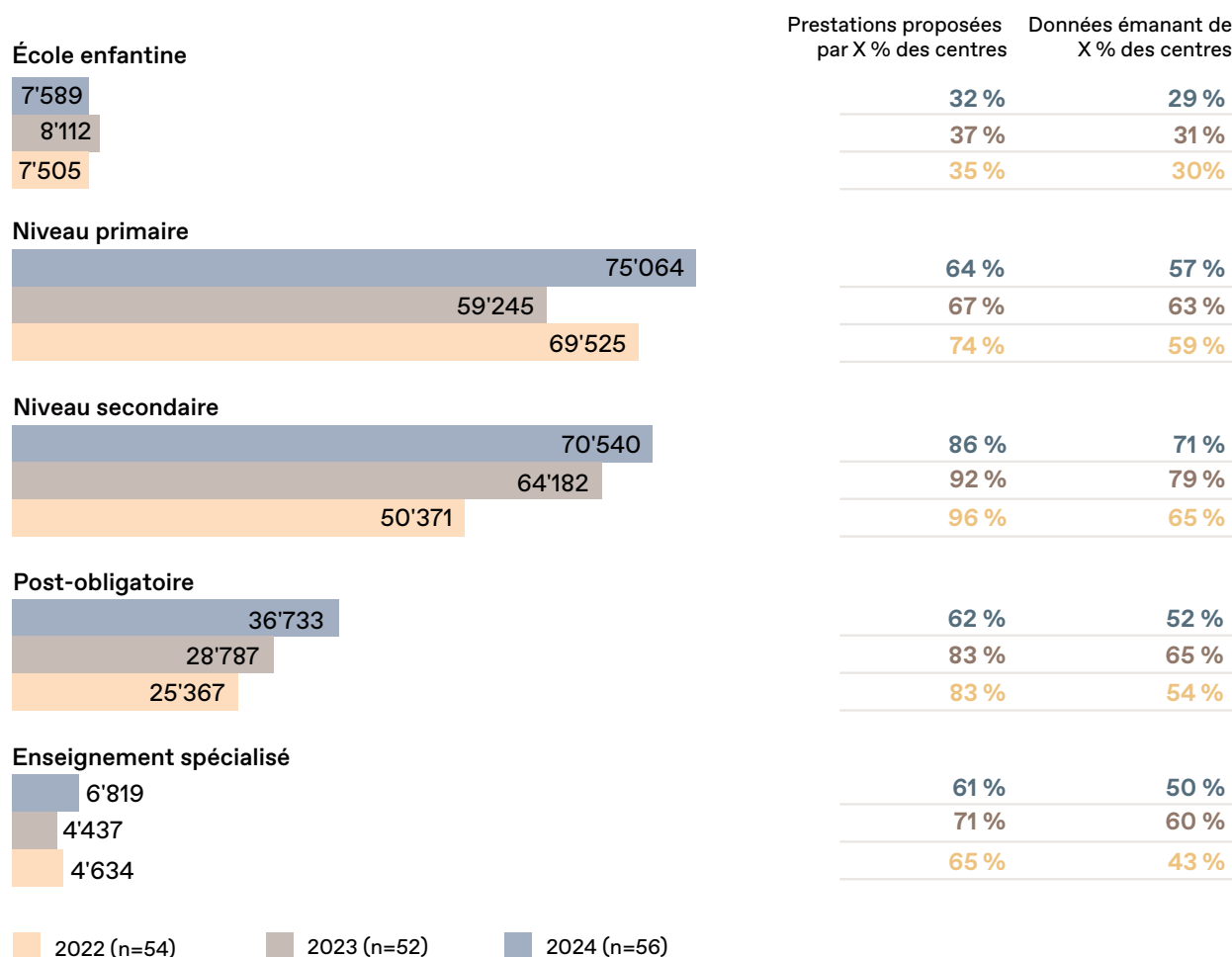
Nombre de bénéficiaires par niveau : selon les données des centres ayant participé au monitoring de cette année, 7'589 enfants au niveau de l'école enfantine, 75'064 au niveau primaire, 70'540 adolescent-es au niveau secondaire et 36'733 adolescent-es en milieu scolaire post-obligatoire ont bénéficié des prestations. Dans le domaine de l'enseignement spécialisé, 6'819 enfants et adolescent-es ont bénéficié des prestations. L'illustration 17 indique le nombre de centres ayant fourni des informations à ce sujet.

Genre des bénéficiaires : 37 % des centres et services (21 sur 56) ont pu fournir des informations sur le genre des bénéficiaires [2023 : 35 %, 2022 : 39 %, 2021 : 37 %]. 32 % des centres et services (18 sur 56) ont fourni des données sur les élèves qui ne se classent pas dans cette catégorisation binaire [2023 : 29 %, 2022 : 28 %, 2021 : 17 %]. Ainsi, près de 50 % des bénéficiaires se sont classé-es sous féminin, 50 % sous masculin et 0,2 % sous divers. En chiffres absolus : 28'847 sous féminin [2023 : 9'366, 2022 : 8'926, 2021 : 8'276], 28'923 sous masculin [2023 : 9'666, 2022 : 9'616, 2021 : 8'517] et 13 sous divers [2023 : 33, 2022 : 12, 2021 : 18].

Exemple de lecture

En 2024, 64 % des centres et services proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire sont intervenus au niveau primaire. 57 % ont fourni des données sur le nombre de bénéficiaires (total 75'064 bénéficiaires).

III. 17 : Nombre de bénéficiaires de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire



7.1.3 Lieux d'intervention concernant l'éducation sexuelle en milieu scolaire

56 % des centres et services (27 sur 48) ayant fourni des données relatives aux lieux d'intervention de l'éducation sexuelle en milieu scolaire indiquent être intervenus exclusivement dans les écoles [2023 : 58 %, 2022 : 62 %, 2021 : 44 %] et 2 % (1 sur 48) exclusivement dans leurs propres locaux [2023 : 2 %, 2022 : 4 %, 2021 : 4 %]. 12 % des centres (6 sur 48) sont intervenus tant dans les écoles que dans leurs propres locaux [2023 : 22 %, 2022 : 31 %, 2021 : 46 %]. 29 % des centres et services (14 sur 48) mentionnent d'autres lieux, par exemple les locaux d'un hôpital, des centres de loisirs et jeunesse, des camps de vacances, des établissements pour les jeunes en hospitalisation, des établissements de justice pour personnes mineures ou des espaces culturels et communautaires [2023 : 20 %, 2022 : 21 %, 2021 : 24 %].

53 Plusieurs mentions possibles.

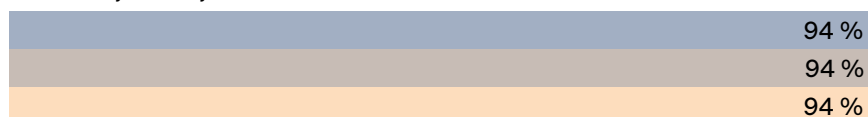
7.1.4 Thèmes prioritaires d'éducation sexuelle abordés en milieu scolaire

48 des 56 centres et services ont fourni des indications sur les thèmes prioritaires qu'ils ont abordés dans le cadre de leurs interventions en matière d'éducation sexuelle en milieu scolaire.⁵³ Les indications n'ont pas beaucoup changé depuis 2016. Les thèmes les plus souvent cités sont « Droits sexuels » (96 %), « Relations, amour, amitié » (94 %), « Santé reproductive » (92 %) et « Prévention VIH/IST » (92 %). Les thèmes « Orientation sexuelle, diversité sexuelle » (92 %), « Nouveaux médias, pornographie » (92 %) et « Prévention de la violence sexualisée » (87 %) ont été aussi de plus en plus au centre des interventions en 2024. 15 % des centres et services ont fourni des données sous « Autres thèmes », dont « Consentement », « Connaissances du corps et du cycle », « Développement psychosexuel », « LGBTQIA+ » et « Puberté » (III. 18).

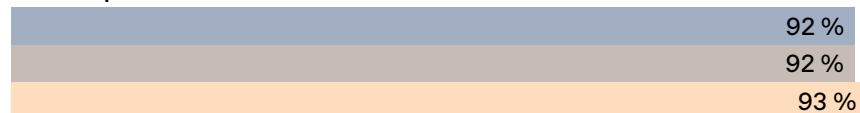
Dans l'ensemble, ces résultats montrent une fois de plus cette année que l'éducation sexuelle proposée par les centres et services en milieu scolaire ne se limite pas à la seule prévention des risques, mais s'inscrit dans une approche holistique de l'éducation sexuelle.

III. 18 : Thèmes prioritaires abordés dans les interventions d'éducation sexuelle en milieu scolaire

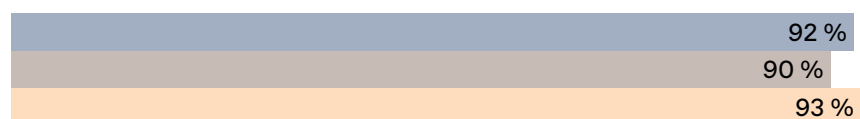
Relations, amour, amitié



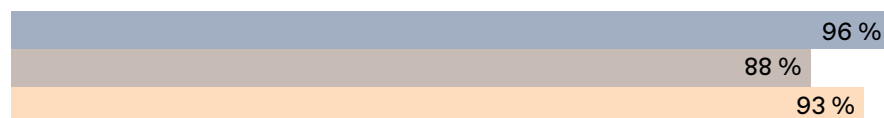
Santé reproductive



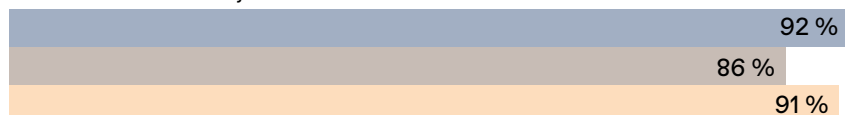
Prévention VIH/IST



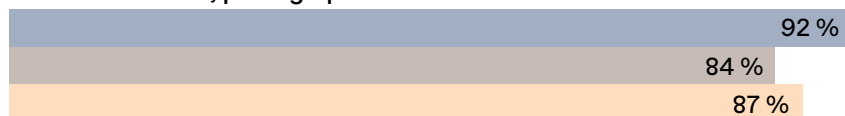
Droits sexuels



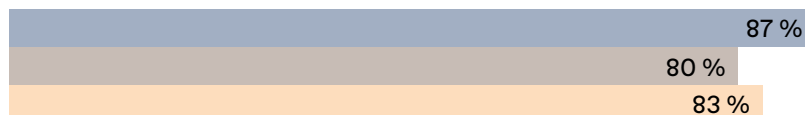
Orientation sexuelle, diversité sexuelle



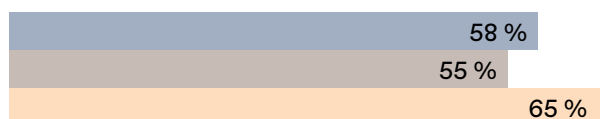
Nouveaux médias, pornographie



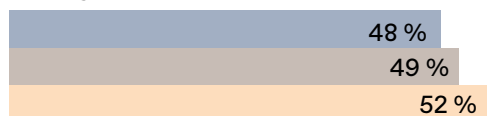
Prévention de la violence sexualisée



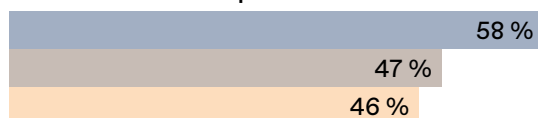
Santé mentale



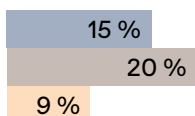
E/MFG



Sexualité et handicaps



Autres



2022 (n=45) 2023 (n=51) 2024 (n=48)

Exemple de lecture

96 % des centres et services proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire mentionnent « Droits sexuels » comme un des thèmes prioritaires en 2024.

7.1.5 Approche par les pairs en milieu scolaire

14 % centres et services (8 sur 56) prestataires d'éducation sexuelle dans le milieu scolaire ont proposé une approche par les en 2024 [2023 : 21 %, 2022 : 19 %, 2021 : 22 %]. Ces centres sont situés dans quatre cantons : GR, NE, SG et VS. 7 de ces 8 centres ont fourni des données sur le nombre d'élèves [2023 : 11, 2022 : 4, 2021 : 5]. Selon les données fournies par ces 7 centres, 3'423 élèves ont bénéficié de cette offre en 2024 [2023 : 10'818, 2022 : 7'541, 2021 : 5'070].⁵⁴

Les principaux prestataires sont Générations Sexualités Neuchâtel (GSN) à Neuchâtel et le Centre Sida & Questions sexuelles de Saint-Gall. Bon nombre d'élèves ont aussi pu profiter de l'offre des centres SIPE en Valais. Les interventions visent les élèves du niveau secondaire, du post-obligatoire ou de l'enseignement spécialisé.

54 Cette baisse peut s'expliquer par des changements dans la structure d'offres d'un centre ainsi que par l'absence de données d'un centre très impliqué dans ce domaine.

55 Ajustement dû à une erreur dans le rapport 2023.

56 En 2023, seuls 30 centres et services ont pu indiquer le nombre de personnes participantes.

7.2 Formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire (de 15 ans aux seniors)

7.2.1 Offre de prestations d'éducation sexuelle et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire

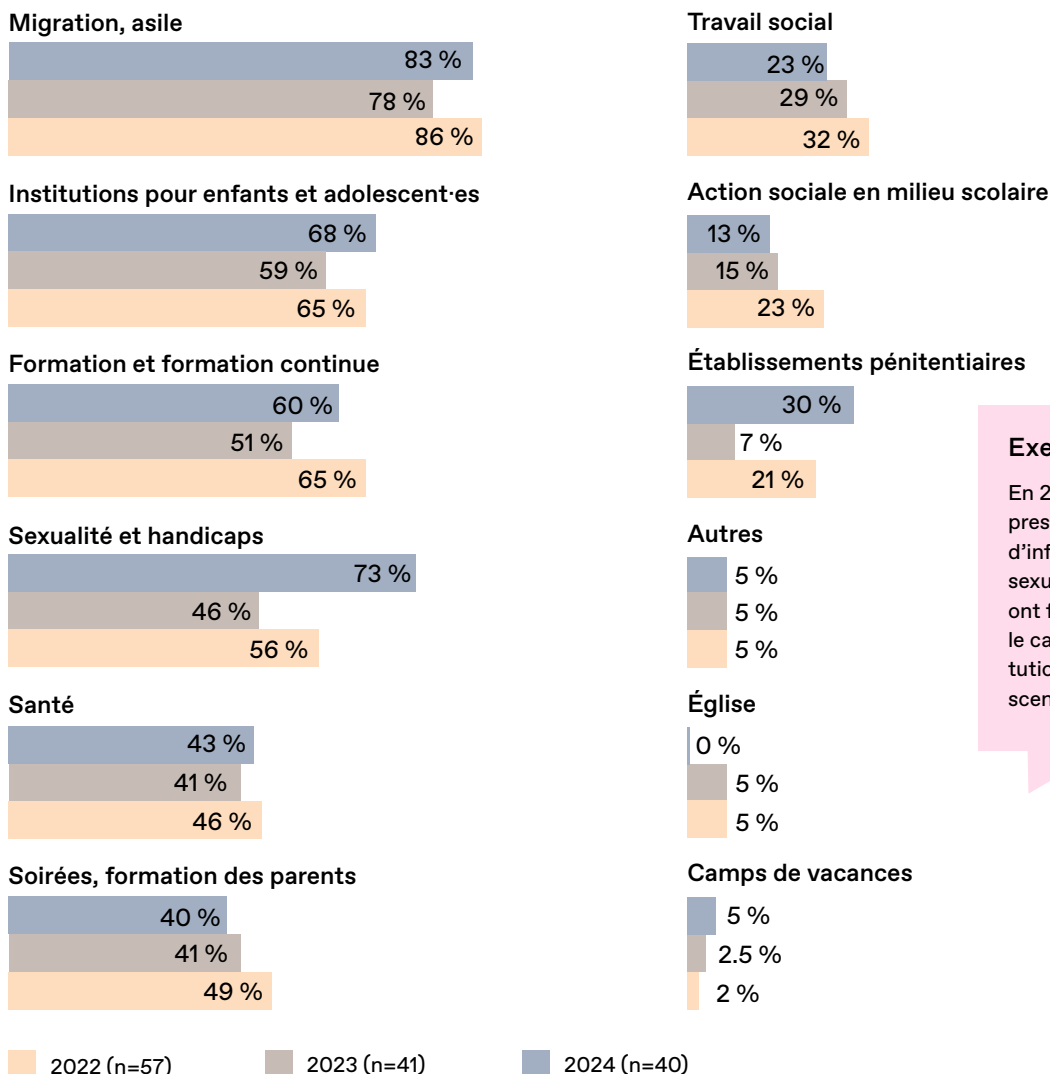
Au total, 61 % des centres et services (40 sur 66) ayant participé à l'enquête en ligne 2024 proposent des prestations d'éducation et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire [2023 : 68 %⁵⁵, 2022 : 80 %, 2021 : 75 %]. 70 % d'entre eux (28 sur 40) sont au bénéfice d'un mandat [2023 : 59 %, 2022 : 39 %, 2021 : 64 %].

7.2.2 Nombre de centres prestataires en milieu extrascolaire par cadre d'intervention (setting)

Des 40 centres prestataires en milieu extrascolaire, 35 d'entre eux (88 %) ont enregistré le nombre de bénéficiaires, soit un total de 24'322 [2023 : 13'330, 2022 : 18'219, 2021 : 7'802].⁵⁶ 40 % des centres (16 sur 40) ont pu fournir des informations sur le genre masculin ou féminin. 15 % des centres (6 sur 40) ont également pu fournir des données sur les élèves ne se classant pas dans cette catégorisation binaire. Ainsi, 47 % se sont classés sous féminin, 53 % sous masculin et aucun-e sous divers. En chiffres absolus, cela représente 1'029 bénéficiaires de genre féminin, 1'153 de genre masculin et 0 sous divers.

Le nombre de prestataires et les cadres d'intervention ont été répertoriés (III. 19). C'est toujours dans le milieu « Migration, asile » que le taux d'interventions est le plus important (83 %), suivi de « Sexualité et handicaps » (73 %) et « Institutions pour enfants et adolescent-es » (68 %). Le cadre d'intervention « Église » occupe la dernière place (0 %). Dans les autres cadres d'interventions, les centres ont cité « Maison pour mère et enfant » et « Camp de vacances ».

III. 19 : En nombre de centres prestataires en milieu extrascolaire par cadre d'intervention, en comparaison



Exemple de lecture

En 2024, 68 % des centres prestataires proposant une offre d'information et d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire ont fourni des prestations dans le cadre d'intervention « Institutions pour enfants et adolescent·es »

7.2.3 Thèmes prioritaires abordés dans les interventions d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire

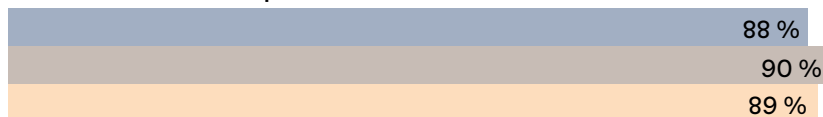
Les positions de tête ont légèrement changé dans les 40 centres et services proposant des prestations d'éducation et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire. Ceci à la différence de l'éducation sexuelle en milieu scolaire, où le top 4 des thèmes prioritaires est resté relativement inchangé depuis 2016. Les thèmes prioritaires en 2024 étaient : « Droits sexuels », « Relations, amour, amitié », « Violence sexualisée, prévention », et « Diversité sexuelle, diversité de genre ». Les thèmes « Prévention VIH / IST » et « Santé reproductive » ont aussi connu une croissance par rapport à l'année précédente, mais n'atteignent plus les premières positions.

Dans l'ensemble, ce développement indique une tendance croissante vers une éducation sexuelle thématique à large spectre. En plus des sujets de base classiques, d'autres contenus prennent de l'importance, tels que « Sexualité et handicaps » ou « Santé mentale ».

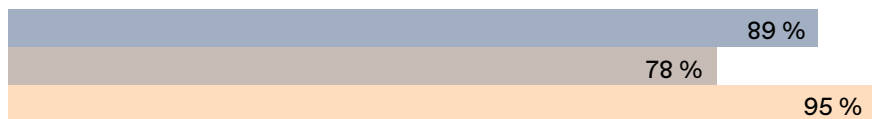
20 % des centres (8 sur 40) ont donné des indications sur « Autres thèmes », tels que « Connaissance du corps », « Consentement » et « Développement psychosexuel ». Une comparaison entre les thèmes prioritaires pour les années 2022 – 2024 se trouve sous l'illustration 20.

III. 20 : Thèmes prioritaires abordés en milieu extrascolaire en comparaison

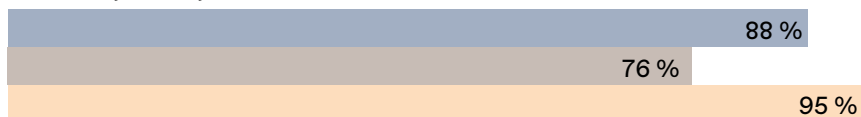
Violence sexualisée et prévention



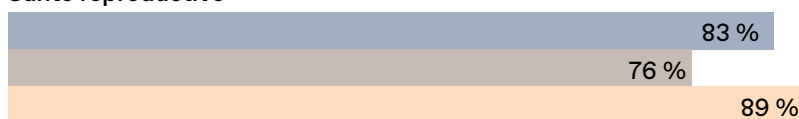
Droits sexuels



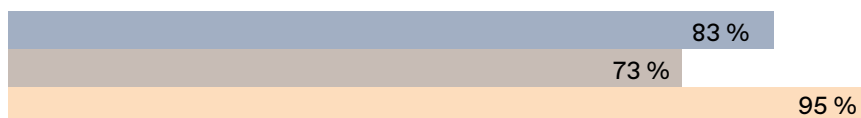
Relations, amour, amitié



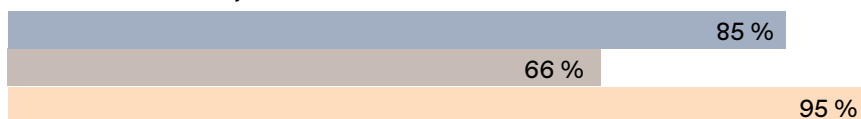
Santé reproductive



Prévention VIH/IST



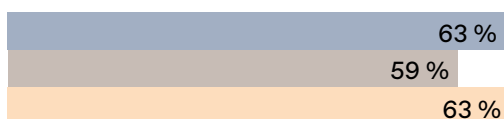
Orientation sexuelle, diversité sexuelle



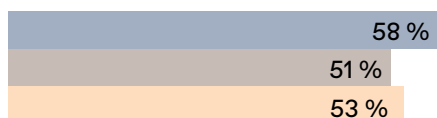
Nouveaux médias, pornographie



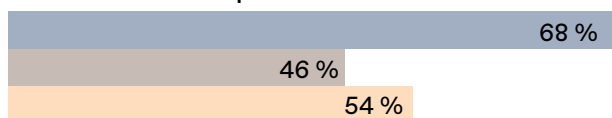
E/MGF



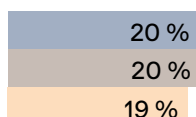
Santé mentale



Sexualité et handicaps



Autres



2022 (n=57) 2023 (n=41) 2024 (n=40)

Exemple de lecture

Le thème prioritaire « Droits sexuels » a été mentionné en 2024 par 98 % des centres et fait partie cette année des quatre thèmes les plus importants.

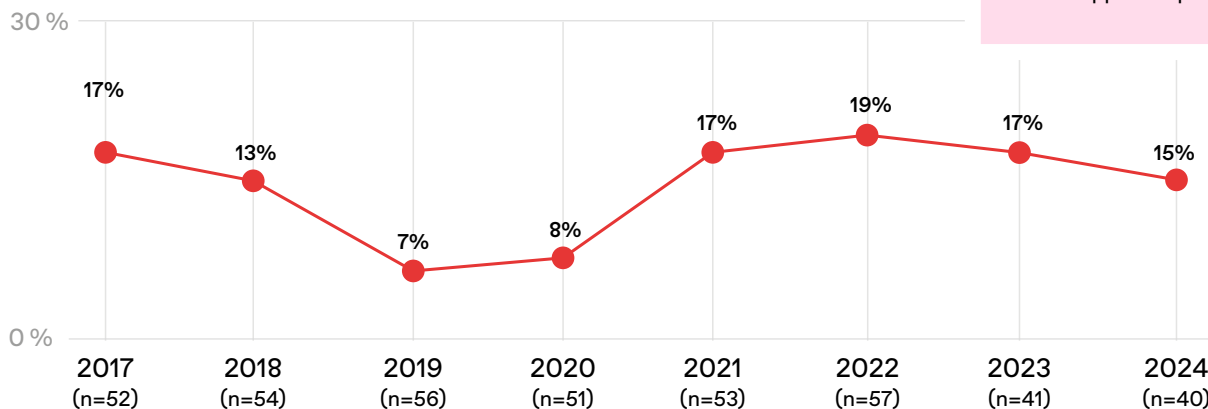
7.2.4 Approche par les pairs en milieu extrascolaire

À la question de savoir si les centres ont fourni des prestations d'éducation sexuelle et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire selon l'approche par les pairs, 6 centres ont répondu par l'affirmative dans les cantons GR (Antenne Sida Grisons) et VS (Centres SIPE du Valais). 15 % des centres actifs en milieu extrascolaire disposent ainsi d'une offre par les pairs (III. 21).

57 La grande différence dans la participation s'explique par le fait qu'en 2024, un centre (Centre de Prévention VIH / IST) n'a plus proposé de telles interventions.

Des 6 centres et services ayant fourni des prestations d'éducation sexuelle et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire, 5 ont enregistré le nombre des bénéficiaires, soit un total de 169 [2023: 5'111, 2022: 9'393, 2021: 2'586].⁵⁷ Les 5 centres et services ont fourni des données sur le genre des bénéficiaires, à savoir le total des bénéficiaires (169) sous « féminin ».

III. 21 : Centres proposant une approche par les pairs en milieu extrascolaire. En % de l'ensemble des centres prestataires en éducation sexuelle



Exemple de lecture
 En 2024, 15 % de l'ensemble des centres prestataires en milieu extrascolaire ont proposé une offre d'approche par les pairs

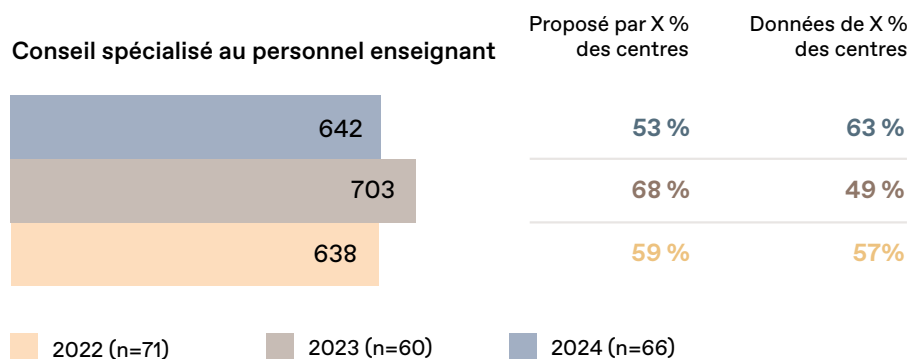
7.3 Conseil spécialisé

7.3.1 Conseil spécialisé au personnel enseignant

Les centres et services ont eu la possibilité de mentionner s'ils avaient fourni du conseil spécialisé au personnel enseignant. 53 % des centres prestataires en milieu scolaire (35 sur 66) ont répondu positivement. 63 % d'entre eux (22 sur 35) ont fourni des données sur le nombre de prestations fournies dans ce domaine, soit un total de 642 (III. 22).

58 Les valeurs présentées dans ce tableau ont été calculées dans le rapport 2024 selon une méthodologie qui a changé par rapport aux années précédentes. Les données pour 2023 et 2022 ont également été recalculées. Une comparaison avec les données des rapports précédents n'est donc possible que dans une mesure limitée. Il n'y aura pas d'ajustement rétroactif des valeurs au-delà de ce rapport.

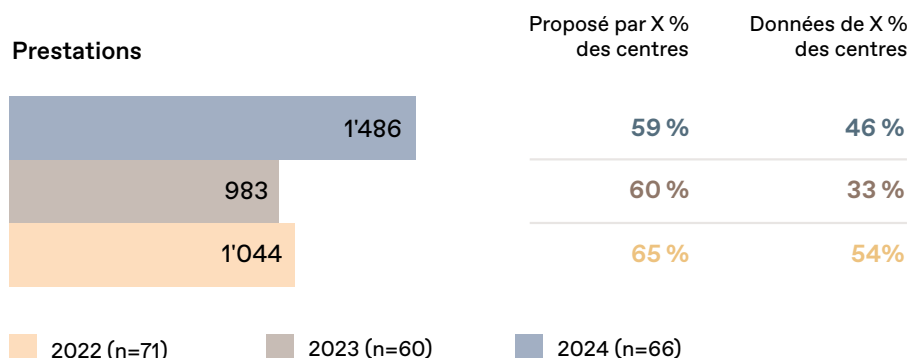
III. 22 : Nombre de prestations en conseil spécialisé au personnel enseignant ⁵⁸



7.3.2 Conseil spécialisé aux parents

Pour la troisième fois cette année, les centres et services ont pu mentionner s'ils offraient du conseil spécialisé aux parents. 59 % des centres (39 sur 66) disposaient d'une telle offre. 46 % d'entre eux (18 sur 39) ont indiqué le nombre de consultations qu'ils avaient effectuées, soit un total de 1'486 séances de conseil (III. 23).

III. 23 : Nombre de prestations en conseil spécialisé aux parents ⁵⁸



Commentaire

SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 7 : Domaine « Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle »

Éducation sexuelle en milieu scolaire

77 % des centres et services ayant participé au monitoring 2024 ont déclaré être actifs dans le domaine de l'éducation sexuelle. L'accent reste clairement mis sur le milieu scolaire, 85 % d'entre eux étant actifs dans ce domaine. Les centres sont particulièrement engagés au niveau secondaire, tandis que les offres au niveau de l'école enfantine restent les moins développées.

Selon les données des dernières années, le nombre de centres actifs dans le milieu scolaire a diminué, mais ces derniers touchent un nombre plus important d'élèves. Ce nombre plus élevé d'élèves touchés par rapport aux années précédentes peut être interprété comme le signe d'une demande croissante pour les offres des centres. Même si certains centres ont pu étendre leurs capacités, leurs retours indiquent que la demande est parfois supérieure à l'offre existante. Cette tendance devrait se poursuivre dans les années à venir.

Thèmes prioritaires et contextes

Les résultats du monitoring 2024 montrent une fois de plus une grande diversité thématique tant dans le domaine scolaire qu'extrascolaire. Les thèmes centraux abordés en milieu scolaire restent globalement les mêmes au fil des ans, incluant notamment « Droits sexuels », « Relations, amour, amitié », « Santé reproductive » et « Prévention VIH/IST ». D'autres sujets – tels que « Orientation sexuelle, diversité sexuelle », « Nouveaux médias, pornographie », « Violence sexualisée et prévention » – gagnent en importance. On observe par ailleurs une différenciation croissante des contenus. Les centres abordent de plus en plus d'autres sujets tels que le consentement ou le développement psychosexuel. Ceci met d'une part en lumière les limites des catégories existantes et, d'autre part, montre l'étendue du contenu et le développement ultérieur des offres.

Dans le domaine extrascolaire, il existe aussi et à nouveau une grande diversité de sujets et de cadres d'intervention.

Dans l'ensemble, on constate que l'éducation sexuelle holistique reste la norme des offres, ce que le monitoring de SSCH montre de manière constante depuis de nombreuses années.

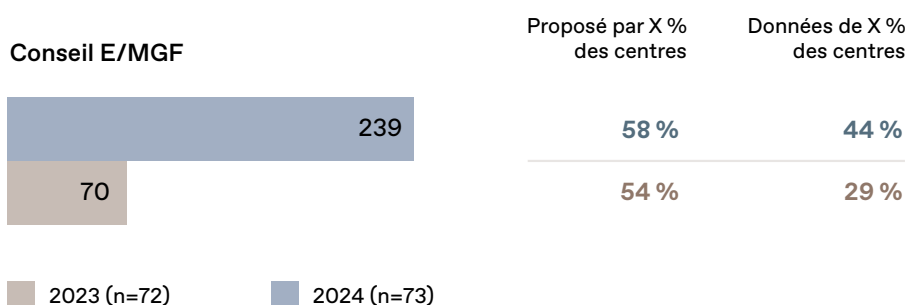
8 Excision (Excision / Mutilations génitales féminines, E/MGF)

Les 75 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ainsi que 7 autres points de contact régionaux E/MGF ont reçu le questionnaire pour répondre à ce domaine thématique.⁵⁹ 51 % des centres ayant participé à l'enquête (42 sur 82) ont indiqué être actifs dans le domaine du conseil en matière d'excision [2023 : 48 %]. Parmi eux, 98 % (40 sur 42) sont des points de contact régionaux du Réseau suisse contre l'excision [2023 : 95 %].

59 Des explications détaillées sont fournies au chapitre 3.2.1.

76 % des centres conseillant dans ce domaine (32 sur 42) ont indiqué à quelle fréquence le thème E/MGF a fait l'objet d'une consultation psychosociale [2023 : 54 %]. Selon l'enquête en ligne, le thème E/MGF a été abordé dans 239 cas au total en 2024, ceci dans le cadre d'une consultation [2023 : 70] (iii. 24).

III. 24 : Nombre de cas où le thème E/MGF a fait l'objet d'une consultation psychosociale



Exemple de lecture

En 2024, 58 % des centres ayant participé au monitoring avaient une offre dans le domaine E/MGF. 44 % des centres ont pu fournir des informations sur la fréquence à laquelle ce sujet a été abordé lors des consultations. Au total, le sujet E/MGF a été abordé dans 239 cas dans le cadre d'une consultation.

8.1 Conseil spécialisé

Les centres interrogés ont pu indiquer s'ils avaient proposé des consultations individuelles spécialisées. 62 % des centres conseillant dans le domaine E/MGF (28 sur 42) ont répondu par l'affirmative à cette question [2023 : 62 %].

54 % d'entre eux (15 sur 28) ont indiqué combien de consultations ils avaient effectué [2023 : 67 %], soit un total de 249 [2023 : 147].

Commentaire

SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 8 : Domaine « E/MGF »

L'intégration des questions relatives au domaine E/MGF dans le monitoring de la santé sexuelle donne pour la deuxième fois des renseignements sur les consultations sur l'excision en Suisse. Il est possible d'effectuer de premières comparaisons avec l'année précédente, mais la pertinence de ces données reste encore limitée. Il faudra disposer de données sur plusieurs années supplémentaires pour dégager des tendances fiables.

Points de contact régionaux E/MGF

41 centres ont indiqué être un point de contact régional du réseau suisse contre l'excision et ont été formés par le Réseau pour des consultations appropriées. Cela montre à quel point le travail de mise en place du Réseau fonctionne bien et apporte une contribution importante à l'assurance qualité des services de conseil.

Il convient néanmoins de noter d'un point de vue critique que toutes les indications n'étaient pas correctes. Un centre a déclaré être un point de contact régional, bien qu'il n'ait pas été formé par le Réseau. Le Réseau suisse contre l'excision serait favorable à ce que les centres de consultation en matière de grossesse reconnus et actifs dans ce domaine suivent une formation.

Six des sept centres spécialisés dans le domaine E/MGF ont participé à l'enquête en ligne 2024, ce qui est réjouissant. Ceci montre que le travail de sensibilisation du Réseau pour le monitoring de SSCH porte ses fruits et que les bénéfices du monitoring sont de mieux en mieux perçus.

Objet des consultations E/MGF

Le nombre de consultations a nettement augmenté en 2024 par rapport à 2023. À l'échelle nationale, la question E/MGF a été abordée lors de 488 consultations avec des personnes concernées ou des professionnel·les. Cette augmentation s'explique sans doute principalement par le fait qu'un plus grand nombre de centres disposant d'une expertise spécifique dans le domaine E/MGF ont participé au monitoring et fourni des données à ce sujet. En conséquence, l'augmentation du nombre de cas doit être interprétée avec prudence et ne doit pas être considérée comme le reflet d'une hausse effective des besoins en matière de consultation. Les tendances se dessineront au cours des prochaines années de récolte des données.

Conseils spécialisés

Près des deux tiers des points de contact régionaux ont à nouveau proposé des conseils spécialisés individuels, ce qui souligne le rôle essentiel que jouent ces centres dans le soutien aux spécialistes.

9 Commentaire final par SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Nous remercions chaleureusement les nombreux centres et services spécialisés qui ont participé à l'enquête en ligne du monitoring 2024.

Les centres de consultation en matière de grossesse reconnus ainsi que les autres centres spécialisés en santé sexuelle fournissent continuellement un travail de grande qualité et veillent à ce que les différents groupes concernés de leur canton aient accès à des conseils et des informations sur la grossesse, la contraception, les IST, l'éducation sexuelle et l'excision E/MGF. En tant qu'association faîtière des centres de santé sexuelle, SSCH salue le large champ d'action des centres. Pour la population, cela représente une réelle plus-value, car les personnes peuvent s'adresser à un seul endroit pour leurs diverses préoccupations en matière de santé sexuelle et obtenir la prestation souhaitée.

Les résultats de l'enquête montrent une fois de plus la grande diversité thématique et méthodologique des offres. Des approches holistiques de la santé sexuelle et de l'éducation sexuelle sont largement établies et continuent d'être développées. Parallèlement, les centres réagissent aux évolutions sociales et politiques en élargissant leurs prestations, en les spécialisant ou en rendant leur accès plus accessible de manière ciblée.

Les données indiquent en outre que la demande pour certaines prestations, notamment dans le domaine de l'éducation sexuelle, continue d'augmenter. Dans certains cas, les centres font état d'une demande supérieure à ce que peuvent couvrir les ressources disponibles. Cela souligne l'importance capitale des centres pour la promotion de la santé et la prévention.

Il convient toutefois de noter que les données de certains grands hôpitaux font à nouveau défaut en 2024. Comme ces derniers fournissent une part importante des services de conseil et de dépistage, leur non-participation a une influence directe sur les chiffres présentés et rend difficile les comparaisons d'une année à l'autre. Le volume réel des prestations fournies devrait donc être supérieur à celui reflété dans ce monitoring. Pour SSCH, il est important que davantage d'hôpitaux participent à ce monitoring dans les années à venir, pour proposer une base de données plus complète.

Dans l'ensemble, ce monitoring montre que les centres apportent une contribution indispensable pour garantir l'accès à la santé sexuelle en Suisse. Dans le contexte des développements sociaux et politiques actuels, où les droits sexuels et reproductifs peuvent être soumis à une pression croissante, ce travail revêt une importance toute particulière.

Contact **SANTÉ SEXUELLE SUISSE**

Lea Raas
lea.raas@sexuelle-gesundheit.ch
+41 58 733 36 36

Annexe

Liste des centres et services ayant participé à l'enquête en ligne de l'année 2024.

Canton	Centre de consultation	Lieu
Centres de consultation en matière de grossesse reconnus selon RS 857.5 (67 sur 75 = 89 %)		
AG	Sexuelle Gesundheit Aargau	Aarau
BE	Centres de santé sexuelle	Bienne, Burgdorf, Interlaken, St.Imier, Tavannes, Thun
BL	Kantonale Beratungsstelle für Schwangerschafts- und Beziehungsfragen, Fachstelle sexuelle Gesundheit	Binningen, Liestal
BS	Schwangerschaftsberatungsstelle Basel-Stadt	Basel
FR	CFFS - Centre fribourgeois de santé sexuelle	Fribourg, Bulle
GE	Unité de santé sexuelle et planning familial	Genève, Onex
GL	Beratungsstelle für Partnerschafts-, Familien- und Sexualfragen	Glarus
GR	adebar – Fachstelle für sexuelle Gesundheit und Familienplanung	Chur
JU	Centre de Santé Sexuelle – Planning Familial Jura	Delémont, Porrentruy, Le Noirmont
LU (NW, OW)	elbe – Fachstelle für Lebensfragen	Luzern
NE	Centre de santé sexuelle – Planning familial	La Chaux-de-Fonds, Neuchâtel
SG (AI, AR)	Beratungsstelle für Familienplanung, Schwangerschaft und Sexualität	St. Gallen, Jona, Wattwil, Sargans
SH	Beratungsstelle für Partnerschaft und Schwangerschaft	Schaffhausen
SO	Fachstelle Beziehungsfragen Kanton Solothurn	Grenchen, Breitenbach, Olten, Solothurn
SZ	Triaplus AG, Fachstelle für Einzel-, Paar- und Familienberatung	Pfäffikon, Goldau
TG	Beratungsstelle für Familienplanung, Schwangerschaft und Sexualität	Frauenfeld
TI	Consultori di salute sessuale EOC	Locarno, Lugano, Bellinzona, Mendrisio
UR	Schwangerschaftsberatungsstelle Uri	Altdorf
VD	Fondation PROFA - Consultation en santé sexuelle et planning familial	Lausanne, Aigle, Payerne, Renens, Morges, Nyon, Vevey, Yverdon
VD	Fondation PROFA – Conseil en périnatalité	Lausanne, Aigle, Payerne, Renens, Morges, Nyon, Vevey, Yverdon
VD	CHUV – Conseil en périnatalité et liason	Lausanne
VS	SIFE – Centres de consultation	Sion, Sierre, Monthey, Martigny, Brig
ZG	eff-zett das Fachzentrum Sexual- und Schwangerschaftsberatung Zug	Zug
ZH	Schwangerschaftsberatungsstellen an den Spitälern	Limmattal, Männedorf, Zürich (Triemli), Winterthur, Wetzikon

Canton	Centre de consultation	Lieu
Autres services spécialisés prestataires en éducation sexuelle (19 sur 22 = 86 %)		
BE	Aids Hilfe Bern	Bern
BE	APESE / santé bernoise	Bern
BE	Berner Gesundheit	Bern
BE	ABQ – Vielfalt macht Schule	Bern
BS/BL	Aids-Hilfe beider Basel	Basel
GE	Service de santé de l'enfance et de la jeunesse SSEJ	Genf
GR	Aidshilfe Graubünden	Chur
JU	Prévention et éducation à la santé sexuelle Jura	Delémont
LU	S&X Sexuelle Gesundheit Zentralschweiz	Luzern
NE	GSN Générations Sexualités Neuchâtel	Neuchâtel
SG	Fachstelle für Aids- und Sexualfragen St. Gallen	St. Gallen
SH	VJPS – Verein für Jugendfragen, Prävention und Suchthilfe	Schaffhausen
SZ	Gesundheit Schwyz	Goldau
TG	Perspektive Thurgau, Sexuelle Gesundheit und Sexualpädagogik	Weinfelden
VD	Fondation PROFA – Centre de compétences VIH-IST	Lausanne
VD	Fondation PROFA – Service d'éducation sexuelle	Renens
ZH	liebesexundsoweiter, sexualpädagogik & beratung	Winterthur
ZH	Lust&Frustr Fachstelle für Sexualpädagogik und Beratung	Zürich
ZH	SpiZ – Sexualpädagogik in Zürich	Zürich

Autres services sur le thème grossesse et conseil indépendant dans le diagnostic prénatal (2 sur 2 = 100 %)

ZH	Appella – Telefon- und Onlineberatung Zürich	Bern
ZH	PrenaStella, Verein ganzheitliche Beratung und kritische Information zu pränataler Diagnostik	Bern

Autres services sur le thème MGF / excision (6 sur 7 = 86 %)

BS/BL	Anlaufstelle beider Basel gegen Mädchenbeschneidung FGM/C	Liestal
LU	Luzerner Kantonsspital, Sprechstunde für Frauen mit Genitalbeschneidung	Luzern
NE	Réseau Hôpital Neuchâtelois (RHNe) Consultation MGF / excision	Neuchâtel
SG	Anlaufstelle gegen Mädchenbeschneidung Ostschweiz und Liechtenstein	Rebstein
VD	Hôpital Riviera Chablais, Consultation MGF / excision	Vevey
ZH	FGMhelp, Anlaufstelle weibliche Genitalbeschneidung im Kanton Zürich	Zürich

Impressum

Auteurs :

Lea RAAS lea.raas@sexuelle-gesundheit.ch

Céline BERSET

Accompagnement expert :

Annelies STEINER annelies.steiner@sexuelle-gesundheit.ch

Relecture scientifique :

Caroline JACOT-DESCOMBES caroline.jacot-descombes@sante-sexuelle.ch

Relecture linguistique :

Lola FAVRE lola.favre@sante-sexuelle.ch

Erika PORTAY erika.portay@sante-sexuelle.ch

Traduction française :

Dorette FASOLETTI

Conception graphique :

Nulleins Kommunikationsdesign, Bern

© Juillet 2026, SSCH

SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Rue du Midi 8, 1003 Lausanne

Tel: +41 58 733 36 36

info@sante-sexuelle.ch

www.sante-sexuelle.ch

SEXUELLE GESUNDHEIT SCHWEIZ

Marktgasse 36, 3011 Bern

Tel: +41 58 733 36 36

info@sexuelle-gesundheit.ch

www.sexuelle-gesundheit.ch

SALUTE SESSUALE SVIZZERA

Rue du Midi 8, 1003 Lausanne

Tel: +41 58 733 36 36

info@salute-sessuale.ch

www.salute-sessuale.ch